

Le Musée Hergé

« Allo Bruxelles ? Ici Rawhajpoutalah »



(lire la suite page 9)

Supplément NDS

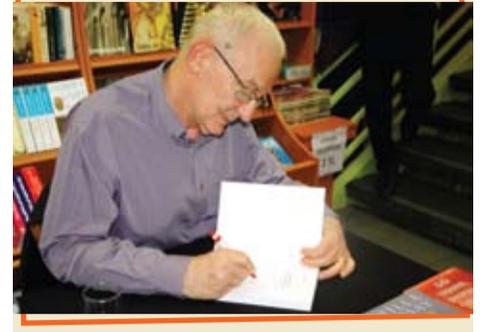
Concours International de Piano Orchestra'Sion Istanbul



L'Iran renoue avec l'Occident

A lire au sujet de l'Iran, l'édito de Mireille Sadège P. 2 et l'article de P.11

Très prochainement dans nos colonnes les tribunes d'Atilla Dorsay, le plus emblématique critique cinéma de Turquie.



Aujourd'hui la Turquie

M 04388 705 F 3,50€ - RD
N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Bedri Baykam revient sur l'assassinat du président Kennedy dans sa nouvelle exposition

(lire la suite page 12)

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuiturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 105, Décembre 2013

Prélude européen

Tout est en crise. La finance, le capitalisme, l'organisation de l'ordre international, les États-Nations, les langues, les croyances; ils traversent tous des temps difficiles. La crise est partout. Au cœur des bouleversements à l'effet domino d'où montent les discours extrêmes niant l'autre, de nouveaux questionnements à l'égard des définitions classiques du paysage politique surgissent. Le clivage entre la gauche et la droite en reste un exemple majeur. Jusqu'aux grandes mutations du capitalisme dans les années 1970, le discours entre deux camps du spectre politique se déterminait par la position de la gauche dans la défense d'une économie nationalisée et planifiée.

Le nouveau clivage entre la gauche et la droite, propos qui désigne une vision réductrice de la réalité politique, ne se trouve plus sur ce même point. La gauche, aujourd'hui, se définit encore moins par un discours antagonique à l'économie de marché. Elle se concentre sur des idées de réformes structurelles dans les secteurs de l'éducation et de la santé. Elle s'intéresse principalement aux questions sociétales; comme l'expression des foies, le mariage entre les couples homosexuels ou l'immigration...



Et une des cristallisations de ce nouveau paysage s'opère sur les relations entre la Turquie et l'Union Européenne. La Table Ronde de l'Institut du Bosphore à Paris, le 14 novembre, se concentrait sur ces relations à la veille des prochaines élections du parlement européen.

(lire la suite page 4)

Vasif Kortun : « Pour SALT, le public n'est pas un "consommateur" mais le coproducteur d'un projet »



Vasif Kortun est Directeur de la recherche et des programmes à SALT et vient d'être classé 68^{ème} personnalité la plus influente du monde de l'art par le magazine Art Review. Aujourd'hui la Turquie est parti à la rencontre de cet homme talentueux, passionné par son métier et qui a fait de SALT une des institutions culturelles les plus intéressantes d'Istanbul.

Une des missions de SALT est d'"encourager le visiteur à critiquer et répondre". Autrement dit, de faire d'un public spectateur un public acteur. Pouvez-vous nous expliquer cette vision de l'institution culturelle ?

Un des héritages des institutions culturelles en Turquie est le fait qu'elles pensent qu'elles savent mieux que les autres. Elles commencent avec l'idée qu'elles ont les connaissances, qu'ensuite elles les transmettent au public et que le public les consomme. Ce genre d'institutions se place dans un rôle de « parent » ou de « professeur », et je pense que c'est un problème. Ce n'est pas du tout la position de SALT. L'idée que nous développons est que le consommateur



d'un projet n'est plus un simple consommateur mais un coproducteur avec l'institution. Cela demande beaucoup de travail de notre côté, parce que ce n'est pas quelque chose d'habituel en Turquie. Ici, l'expérience des institutions culturelles répond à une logique de consommation passive. SALT a également ce désir de rendre accessible l'art contemporain au plus grand nombre. Mais l'art contemporain pose un problème sociologique de taille : il est souvent mal compris par le grand public. Qu'en est-il en Turquie ? Trouve-t-on des études sur le sujet ? Et comment votre institution culturelle se positionne-t-elle par rapport à cela ?

(lire la suite page 3)



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

De 20 à 94... mais il y a aussi « - 0,1 »

La plupart de mes lecteurs ignorent que j'ai un diplôme d'ingénieur en agronomie.

(lire la suite page 5)

Retour sur...

Manuel Valls : un discours politique décomplexé, tribune d'Olivier Buirette P.2

Diderot et la joie d'expérimenter, article de Nami Başer P.4

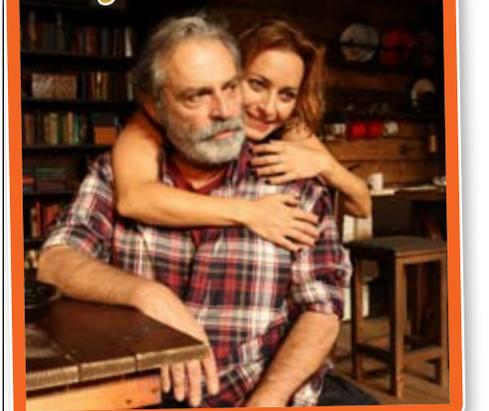
Le Liban, fracturé par la guerre civile syrienne, par Thomas Eustache P.2

114 millions d'euros de bénéfice pour TAV Aéroport



(lire page 10)

Nehir : une pièce de théâtre qui aborde le thème des relations amoureuses avec agilité et sensibilité.





Dr. Olivier Buirette

Historien

Manuel Valls : un discours politique décomplexé

Manuel Valls est ministre de l'Intérieur depuis la formation du gouvernement de Jean-Marc Ayrault le 16 mai 2012. On le sait, ce poste – comme le disait Georges Clémenceau – est celui du « Premier flic de France ». C'est un siège qui est toujours fort impopulaire. Et la situation actuelle donne visiblement raison à cette réputation : l'aggravation de la crise en France et les problèmes économiques entraînant des problèmes sociaux de plus en plus dramatiques donnent pour le moins fort à faire à celui qui occupe la place Beauvau.

Le tableau est inquiétant : augmentation de la criminalité, mais aussi et surtout stigmatisation croissante de certaines catégories de la population qui, et c'est une habitude en temps de crise, deviennent de véritables boucs émissaires du malheur des temps. Face à cela Manuel Valls se trouve rapidement taxé de « Sarkozy de gauche » ou encore de « ministre le plus à droite » du gouvernement. En effet celui-ci ne va pas hésiter à tenir un discours totalement décomplexé à propos de sujets que traditionnellement les partis de gauche, et en premier lieu le parti socialiste, réservaient à la droite.

Valls se prononce par exemple dans le journal *Le Figaro* du 14 mars 2013 nettement en faveur des quotas d'immigration tout en stigmatisant la communauté rom – parfois appelée « gens du voyage » - soupçonnée de ne jamais vouloir s'intégrer. À ce titre, l'expulsion de la collégienne de quinze ans Léonarda Dibrani vers le Kosovo, le 9 octobre 2013, en sera le point culminant, suscitant une vive émotion.

Le ministre de l'Intérieur se positionne aussi dans le débat sur les symboles nationaux en s'insurgeant contre les insultes pouvant être faites au drapeau tricolore ou encore à l'hymne national souvent sifflé dans les rencontres sportives. De même on le retrouve dans des positions très tranchées contre l'encadrement de l'usage du cannabis alors qu'à gauche il s'agit d'un sujet assez populaire (on avait d'ailleurs même pensé un moment donné ouvrir des « salles de shoot »). Enfin Valls s'affiche comme un défenseur ardent de la laïcité, autrement dit contre l'usage des signes distinctifs religieux. En première ligne bien sûr cette fois, c'est la communauté musulmane radicalisée sur le plan religieux qui est visée avec les voiles des femmes et autres burka et tchador.

Tout cela donne alors l'impression que ce ministre se démarque des autres membres du gouvernement Ayrault, notamment de la ministre du logement (EELV) Cécile Duflot. La majorité présidentielle déjà bien malmenée semble traverser une réelle crise de confiance et Valls se voit lui-même souvent accusé de faire de la surenchère vis-à-vis d'une extrême droite qui, Front National en tête, ne cesse de progresser. A cet égard, les sondages annoncent des records en vue des élections de printemps 2014 : européennes et municipales.

Je pense toutefois qu'il faut relativiser tout cela, dans la mesure où Manuel Valls est allé réaffirmer devant le pays son attachement aux valeurs de la laïcité

de notre République. Se présentant comme un ancien Franc Maçon du Grand Orient de France, on peut supposer que ses valeurs sont aux antipodes de celles de l'extrême droite.

Ainsi je ne crois pas à une politique de surenchère vis-à-vis de la montée du Front National, je penche plutôt pour une volonté très affirmée de vouloir se réapproprier des débats que la gauche traditionnellement rejette pour les laisser, à tort me semble-t-il, à la droite. C'est finalement un peu ce que Nicolas Sarkozy n'a pas réussi à expliquer aux Français en mai 2012 : aucune question de société n'est l'apanage d'un parti, surtout pas d'un parti extrémiste, et il ne doit jamais y avoir de sujets tabous. C'est précisément en traitant tous les sujets sans crainte qu'une gouvernance éclairée peut s'exercer dans un pays, que l'on soit de gauche comme de droite.



Hélas la crise globale que nous vivons et qui s'aggrave amène les partis traditionnels à désertier ces questions et à créer un vide dans lequel se logent justement les extrêmes. C'est un mécanisme qui touche régulièrement les sociétés en crise. Aussi, si nous voulons continuer à avancer, il faudra en 2014 que les forces républicaines se réapproprient l'intégralité du débat des problèmes sociaux en France. Dans le cas contraire, il est à craindre que le traitement de ces sujets cruciaux n'aillent qu'en s'aggravant. Mais gardons espoir : cette réappropriation a peut-être déjà commencé...



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

L'Iran entame son ouverture vers l'Occident

Dimanche 24 novembre, on pouvait lire en Une du quotidien *Le Monde* sur le Net, « Accord historique sur le nucléaire iranien », article accompagné d'une photo des ministres des Affaires étrangères iranien et français s'affichant tout sourire, comme pour dire « ça y est ».

Les Occidentaux avaient laissé échapper un accord sur le nucléaire iranien avant l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, et la position de ce dernier sur la question avait alors conduit à une décennie de tension internationale. L'élection d'un nouveau président modéré qui s'engageait lors de sa campagne électorale à renouer les liens avec l'Occident et à mettre fin aux sanctions économiques qui asphyxient le pays était une opportunité à ne pas manquer. Ainsi, après plusieurs semaines de négociations à Genève, un accord entre l'Iran et ses partenaires occidentaux sur son programme nucléaire est enfin obtenu. Bien qu'il ne s'agisse que d'un premier pas et que tout reste à négocier, les partis peuvent se féliciter.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif est le premier à l'annoncer sur son compte Twitter : « Nous sommes parvenus à un accord ». Dans le camp des ministres des « 5+1 » (Chine, Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France et Allemagne), bien que la vigilance reste de mise, on reconnaît volontiers que cet accord représente une avancée importante pour la stabilité, la paix et la sécurité de la région, y compris pour Israël, même si son Premier ministre le qualifie d'« erreur historique ». Rappelons que cet accord préliminaire, signé à Genève pour six mois, reconnaît le droit à la technologie nucléaire iranienne mais obtient aussi des garanties sur son caractère civil. L'Iran pourra continuer l'enrichissement de l'uranium mais celui-ci doit être bloqué à 5%. En échange, l'Iran obtient un allègement des sanctions économiques.

Fini donc la campagne de diabolisation de l'Iran sur la scène internationale. Dès le début des années 2000 nous entendions sans cesse que l'Iran allait se doter de l'arme nucléaire et attaquer ses ennemis, ce qui n'est pas arrivé. Et depuis l'invasion de l'Irak par les États-Unis, un scénario semblable pour l'Iran revient sans cesse mais qui ne s'est pas réalisé. L'échec des interventions en Irak, Afghanistan et Libye a fini donc par décider les Américains à privilégier la diplomatie aux interventions militaires, mieux vaut tard que jamais.

Pour finir, rappelons l'enjeu financier non négligeable de l'accord de Genève qui ouvre la voie au rétablissement des relations économiques entre l'Iran et les pays occidentaux en pleine crise économique. La bouffée d'oxygène est donc valable pour l'ensemble des partis signataires de l'accord. Les échanges commerciaux entre la France et l'Iran sont passés de 4,5 milliards d'euros en 2006 à 379 millions en 2013.

Le Liban, fracturé par la guerre civile syrienne

Ces derniers mois, les tensions se sont aggravées au Liban : alors que des attentats ont ensanglanté Beyrouth, certaines villes frontalières avec la Syrie connaissent une situation conflictuelle. La guerre civile syrienne joue un rôle central dans cette fracture libanaise.



Mardi 19 novembre, un double attentat suicide ciblant l'ambassade d'Iran à Beyrouth, revendiqué par un groupe lié à Al-Qaïda, a fait 25 morts. Le 23 août dernier, une attaque terroriste contre deux mosquées sunnites à Tripoli, ville du nord du Liban, tuait 45 personnes. Au Liban, les tensions n'ont cessé de croître depuis le début de la crise syrienne en mars 2011. Cet été, elles se sont traduites, outre par des attentats à Beyrouth, par des affrontements récurrents dans les villes de Tripoli et de Saïda (au Sud). La découverte de l'usage d'armes chimiques dans le conflit syrien,

qui a fait planer sur la région l'éventualité d'une intervention armée étrangère, n'a fait qu'amplifier ce phénomène. Le pays, pour qui le souvenir de la guerre civile (1975-1990) est encore frais, se voit plus que jamais fracturé.

Les antagonismes qui parcourent le Liban ont été exacerbés par la crise syrienne. Plus que les divergences confessionnelles et communautaires, c'est bien le rapport aux puissances étrangères – et particulièrement à la Syrie – qui divise le champ politique libanais. Depuis l'assassinat de l'ex-chef de gouvernement Rafic Hariri en 2005, les forces politiques du pays se partagent entre deux camps. D'une part, le groupe du « 14 mars », souhaitant le renversement du régime de Bachar al-Assad. De l'autre, la coalition du « 8 mars », pro-syrienne et critique à l'égard des puissances occidentales. Le « 14 mars » s'est constitué autour de Saad Hariri, fils de Rafiq Hariri, et de ses alliés chrétiens : les Phalanges de la famille Gemayel et les Forces libanaises

de Samir Geagea. Le « 8 mars », lui, rassemble notamment le Hezbollah chiïte et le Courant Patriotique Libre de Michel Aoun, parti laïc composé en grande partie de Chrétiens.

Avec l'essor des affrontements en Syrie, les engagements des deux camps ont dépassé le cadre rhétorique. En avril dernier, le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah a confirmé publiquement que des militants de son parti combattaient en Syrie aux côtés de l'armée de Bachar al-Assad. En retour, le conflit syrien s'est déplacé sur le territoire libanais. Les tirs de roquette en provenance de la Syrie, ciblant des villages ou quartiers libanais censés abriter des militants du Hezbollah, se sont multipliés depuis juin. Au sein même du Liban, l'opposition entre pro-Assad et anti-Assad a généré de nombreuses violences. L'attentat à la voiture piégée dans la banlieue sud de Beyrouth

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuiturquie.com

* Thomas Eustache

Vasif Kortun : « Pour SALT, le public n'est pas un "consommateur" mais le coproducteur d'un projet »

(Suite de la page 1)



On peut trouver quelques études à ce propos en Turquie, notamment à l'Université de Bilgi. Quant à nous, nous ne sommes pas une institution publique et ne menons pas d'enquêtes à ce sujet. Je peux tout de même dire que certains de nos projets ne sont pas dirigés vers le grand public et nous en sommes totalement conscients. Cependant, nous produisons beaucoup d'informations en parallèle d'un projet : informations sur le blog, fichiers audio, vidéos. Nous n'aimons pas exposer une œuvre d'art telle quelle, ce serait une proposition qui manquerait de sens. Mais cela demande avant tout un premier intérêt de la part du public. Ceci étant dit SALT Beyoğlu, qui se trouve sur l'avenue Istiklal, matérialise ce désir de SALT d'offrir un accueil au grand public. Il n'y a pas de détecteur de métaux ou de machine à rayon X à l'entrée par exemple, et cela a été fait consciemment. Tout le monde peut entrer dans le bâtiment et, Istiklal étant une grande avenue publique, vous pouvez très bien trouver des visiteurs qui ont atterri là par hasard. Dans ce cas, pour certaines personnes, l'accès à la culture se fait par étapes : la première fois vous restez en bas, peut-être que vous regardez le film dans la salle de cinéma. Et puis plus vous venez, plus vous souhaitez découvrir les projets de SALT, et vous montez à l'étage pour y visiter l'exposition. C'est vraiment l'idée qui a été développée pour le bâtiment de Beyoğlu.



L'institution SALT Ulus vient d'être créée à Ankara en avril 2013, dans le but de déplacer la vie culturelle en dehors d'Istanbul. Pouvez-vous nous parler de ce projet et nous dire quelle importance cette délocalisation culturelle a pour vous ? Quelle est l'ambition de SALT dans ce domaine ?

Quand l'opportunité de faire quelque chose à Ankara s'est présentée nous avons voulu nous y engager. Ankara est une ville fantastique, il y a de très bons établissements académiques, une brillante population et pourtant très peu d'institutions culturelles. Nous nous sommes donc dit que tous les éléments étaient réunis pour y créer une institution. Maintenant la vraie question est comment traitons-nous avec Ankara ? Faire une exposition à Istanbul ce n'est pas la même chose que d'en faire une à Ankara, et nous ne pouvons pas toujours envoyer à Ankara les projets que nous faisons à Istanbul, ce n'est pas sain. Il faut que nous regardions ce qu'Ankara a à nous dire. Là est notre challenge.

Pour ce qui est de la délocalisation culturelle, le problème se pose au sein même de la ville d'Istanbul. Si vous regardez bien, les institutions culturelles sont concentrées dans un petit périmètre, entre Galata, Taksim et Kabataş, alors que la ville est si grande. Les institutions culturelles sont ultra-centralisées et c'est un problème. Mais, en tant qu'institution culturelle privée, nous ne pouvons pas tout faire en même temps, nous sommes limités. C'est aux institutions publiques de faire ce travail, c'est le rôle de l'État de prendre en charge cette délocalisation culturelle.

Vous avez été le curateur de la 3ème Biennale d'Istanbul en 1992 et vous lui avez donné son caractère international. Comment avez-vous été choisi ? Que pouvez-vous nous dire sur votre expérience ? A-t-il été facile de travailler pour une telle organisation, qui était plutôt jeune à l'époque ?

La première question est facile à répondre : il n'y avait plus personne pour être commissaire, il ne restait que moi ! Et j'ai dit oui bien sûr, j'étais jeune et je voulais le faire. Ce fut une expérience très difficile, mais j'étais très bien entouré. A cette époque, il n'y avait pas de personnel, pas de profession, c'était la Première Guerre du Golfe, j'avais un étudiant en droit en tant qu'assistant à mi-temps. De plus, la communication était presque impossible parce que c'était juste après 1989 et je travaillais avec des pays tels que la Bulgarie, la Roumanie, la Russie, où même un fax était difficile à envoyer. C'était très dur, mais nous l'avons fait et j'en garde un très bon souvenir.

Qu'avez-vous pensé de la Biennale de cette année ?

Je n'aime pas vraiment en parler, mais honnêtement, je l'ai trouvée épouvantable. Elle n'était pas commissionnée, la

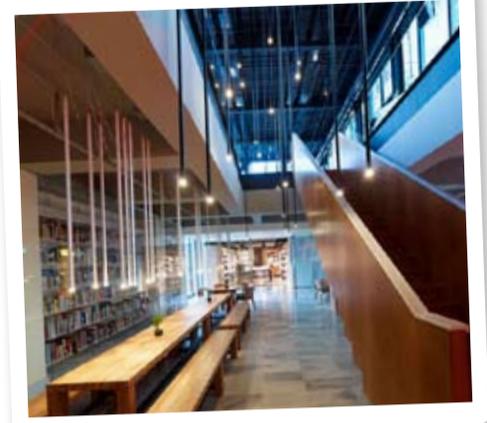
scénographie était mauvaise, il n'y avait aucune cohérence intellectuelle. C'était une sorte de magasin. C'était très embarrassant, même au niveau de la qualité des œuvres proposées. Il y a bien sûr toujours des artistes de qualité dans une telle exposition, mais en tant qu'exposition collective c'était inacceptable. C'est triste, parce qu'il y a eu beaucoup de monde qui était prêt à aimer cette Biennale. Après les événements de Gezi, elle a acquis une incroyable importance et a été très suivie.

Istanbul est devenue une ville importante pour l'art contemporain, des artistes du monde entier s'y retrouvent. Où en est l'art contemporain turc ?

Comment se positionne-t-il ?

La scène artistique stambouliote telle qu'elle apparaît de l'extérieur est différente de ce qui est vraiment intéressant au sein même d'Istanbul. Il y a ces artistes qui sont assez importants et qui

travaillent constamment en dehors de la Turquie comme Ahmet Ögüt, Cevdet Erek et quelques autres, qui font du très bon travail. Mais ces artistes ne représentent pas le monde de l'art à Istanbul, on ne les voit pas dans les magazines, ils ne sont pas achetés ou vendus par les collectionneurs turcs... Il se passe des choses très intéressantes en ce moment à Istanbul.



Il y a un grand groupe de jeunes artistes, de jeunes commissaires et de jeunes écrivains en Turquie. C'est fantastique. Mais en termes d'institutions plus grandes je pense que nous sommes très faibles.

Vous avez été classé 68ème parmi les 100 noms les plus influents du monde de l'art par le magazine Art Review. L'année dernière, vous étiez 86ème. Que représente pour vous ce titre, et comment expliquez-vous cette progression en à peine un an ?

Ce que cela signifie pour moi, c'est une interview par exemple (rires). Voilà ce que ces classements amènent, sinon cela ne change pas réellement ma vie. Des amis vous félicitent, ceux qui ne vous aimaient pas vous détestent davantage, mais fondamentalement il n'y a rien de changé. Quant aux raisons de ma progression, je n'en ai sincèrement aucune idée. Ces classements sont assez ambigus.

* Amandine Canistro

Sophistication des opérations.

TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPJE ALEXANDRE LE GRAND
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV
Airports
Live, Smile and Fly!



Ozan Akyürek

Avocat au
Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

Ventes à distance et protection du consommateur

A l'heure où le e-commerce est en pleine expansion, la protection du « e-consommateur » devient un impératif d'intérêt général. C'est précisément l'un des objectifs du projet de loi sur la consommation de renforcer les droits du consommateur en matière d'achats à distance.

La vente à distance, appelée aussi e-commerce, consiste pour un professionnel à vendre un bien ou à fournir une prestation de service au consommateur par une technique de communication à distance (internet, téléphone, catalogue, téléachat, publipostage, SMS, etc.). L'absence de présence physique simultanée des deux parties est alors le terreau de toutes sortes de fraude car l'acheteur potentiel peut plus facilement se laisser convaincre. Dès lors, ce type de ventes doit être rigoureusement encadré pour que les droits des consommateurs soient préservés. Transposant notamment les dispositions de la directive n°2011/83/UE, le projet de loi « Hamon » doit remplir cet objectif en redonnant confiance au consommateur. Celui-ci prévoit des mesures de protection tant en amont qu'en aval de la conclusion d'une vente à distance. Sont en revanche exclus du champ d'application de la réglementation en vigueur ainsi que du projet de loi, les contrats ayant pour objet la fourniture de biens de consommation courante. Il en va de même pour les prestations de service d'hébergement, de transport ou de loisirs fournis à une date ou selon une périodicité déterminée, sauf lorsqu'elles sont conclues par voie électronique.

Ainsi, les dispositions protectrices du Code de la consommation sont aujourd'hui principalement une obligation d'information à la charge du professionnel et un droit de rétractation offert au consommateur à l'issue de la vente. Ces mesures phares du droit de la consommation devraient être maintenues mais renforcées afin de satisfaire aux exigences européennes.

Le professionnel est tout d'abord tenu à une obligation précontractuelle d'information envers le consommateur. En effet, ce dernier doit obtenir de manière claire, compréhensible et par tout moyen adapté à la technique de communication à distance, des informations relatives notamment au paiement, à la livraison ou à l'existence d'un droit de rétractation. Cette obligation d'information spécifique aux ventes à distance n'exonère cependant pas le vendeur de son obligation générale d'information sur les qualités essentielles du produit telle que prévue par l'article L111-1 du Code de la consommation.

De plus, après la conclusion du contrat, le consommateur doit recevoir confirmation de toutes les informations précitées imposées par la loi sur un support durable à moins que cela n'ait déjà été fait au stade de l'offre, ainsi que d'autres informations techniques relatives par exemple aux modalités de résiliation. A cet égard, le projet de loi tend à simplifier les modalités d'application de cette obligation d'information en les rassemblant toutes au moment de l'offre.

En outre, parce que les contrats conclus

par voie électronique constituent désormais l'essentiel des contrats à distance, le législateur prévoit d'imposer au professionnel de rappeler au moment de ses commandes, d'une part, un certain nombre d'informations essentielles de la vente et, d'autre part, à peine de nullité du contrat, que le consommateur s'engage à payer immédiatement.

Alors que le consommateur dispose aujourd'hui d'un délai de rétractation de sept jours francs, celui-ci devrait être doublé. Ce droit de rétractation s'exercera de la même manière sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités, à l'exception, le cas échéant, des frais de retour. De plus, l'absence d'information précontractuelle sur cette faculté emportera allongement du délai à douze mois au lieu de trois.

Enfin, les dispositions actuelles concernant la livraison ne précisent pas le montant de la commande au dessus duquel le professionnel est tenu d'indiquer un délai ou une date de livraison. A cet égard, le projet de loi généraliserait à tous les contrats de consommation l'obligation d'indiquer une date d'exécution. Cependant, en l'absence de délai, le professionnel serait censé s'exécuter dans les trente jours.

En somme, le projet de loi sur la consommation tend à renforcer les droits du consommateur face à l'expansion du e-commerce. L'intention ne peut être que saluée bien qu'il ne s'agisse pas, loin s'en faut, d'une révolution juridique de ce pan du droit de la consommation.



Ali Türek

Prélude Européen

Gilles Finchelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès qui y avait proposé le terme de clivage ouvert - fermé pour désigner la nouvelle répartition politique, soulignait une autre transformation importante liée à cette première. Les raisons de « rejet de la Turquie » ont évolué au cours du temps. Des considérations purement économiques face à une peur de l'immigration massive avaient laissé, désormais, leur place aux considérations de religion dans une matrice d'identité.

Ces relations, cette vieille histoire d'amour et de haine porte pourtant une médaille à deux faces. Il y a, d'un côté, un continent affaibli par une crise financière où les discours sont de plus en plus radicalisés et, de l'autre, un pays avec une démocratie aléatoire renforcée par un autoritarisme par le bas d'une société conservatrice ; terme souligné par le Professeur Ahmet Insel.

Face à cette crise troublante du capitalisme, notamment dans les sociétés occidentales, tout est remis en cause, tout reste à être redéfini.

La gauche s'éloigne-t-elle de sa capacité à changer la société en profondeur ? La droite dans son discours est-elle de plus en plus radicalisée ? Et face à quels enjeux se trouve la question turque, en tant qu'interrogation d'ordre politique avant tout, au sein de cet idéal que l'on appelle Europe ?



Le défi est de savoir si les nouvelles définitions seront des « ouvertures » ou non ; pour des cités heureuses. L'envoi du mois dernier se terminait, suivant les pas de Dr. Rieux à Oran, par un appel à un devoir universel et humain de protéger ces cités. Cet appel reste d'autant plus actuel.

.....
En raison d'une erreur survenue lors de la mise en page du numéro de novembre, la chronique d'Ali Türek est restée celle du numéro d'octobre. Nous présentons toutes nos excuses à Ali Türek et nos lecteurs. Cette chronique est disponible sur notre site internet.
.....



Nami Başer

Considérations flou-sophiques

Diderot et la joie d'expérimenter

Alors que l'on a commémoré l'année dernière le tricentenaire de la naissance de Rousseau, on n'a pas été aussi fidèle en ce qui concerne celui de Diderot. Certes, il n'a jamais atteint en Turquie la popularité de Rousseau, mais il ne faut pas oublier que c'est lui qui s'est chargé de traduire l'encyclopédie de l'anglais Chambers puis de fonder une encyclopédie subversive pour son siècle, tant et si bien que ses efforts lui ont coûté sa liberté. Il a en effet connu la prison et des assauts divers contre son entreprise courageuse. Durant son séjour en prison, nous confie Rousseau, il a insinué une thèse paradoxale concernant le progrès des arts et des sciences depuis l'histoire de l'humanité. Rousseau l'a écouté et a gagné un concours grâce à cela.

Diderot aime cultiver les paradoxes. C'est pourquoi il ne va être d'accord ni avec les matérialistes de son temps - il va écrire une réfutation d'Helvétius - ni avec les idéalistes. Son écriture va frôler les contradictions qu'il aura le courage d'assumer. Car pour lui il n'y a point de "moi" qui soit substantiel. Etant toujours en relation avec les autres, nous formons notre personnalité aussi ensemble, avec les autres. Cette conception dialogique de l'homme va tellement influencer la philosophie que Hegel va reprendre dans sa phénoménologie "le

Neveu de Rameau", tout en accentuant ses particularités du côté de la dialectique où les oppositions se transformant en contradictions vont donner lieu à des synthèses toujours à dépasser. C'est cette tradition qui va faire dire à Lénine que la dialectique matérialiste commence bien avec Diderot.

Je m'étais identifié à Diderot, dès mes années d'apprentissage au lycée, quand j'avais lu les lettres à Sophie Volland. Dans ces sortes d'aveux, d'expériences, de suggestions diverses, Diderot insiste sur le fait qu'étant né à Langres, il se considère comme quelqu'un qui ne peut se satisfaire d'un lieu d'ancrage précis puisque les habitants de cet endroit ont ceci de particulier qu'ils changent très souvent de points de vue. Il y a dans cette manière d'assumer les diversités, les paradoxes, les différences, une modernité qui perdure de nos jours dans les revendications de la philosophie moderne au nomadisme perpétuel.



En tant que romancier, Diderot va écrire des textes d'une ironie délirante comme "Les bijoux indiscrets" où les bijoux des femmes vont commencer à parler en révélant les secrets d'alcôves - pour ne pas avouer que c'est en France que cela peut se passer, il va faire comme si tout se déroulait au Congo. Dans "Jacques le fataliste et son maître", il va démontrer, entre autres, l'interchangeabilité des positions du maître et de l'esclave. Quant à "La religieuse", il va dévoiler le for intérieur d'une femme pour étaler les contradictions entre la foi et le savoir. Enfin, dans "Le neveu de Rameau", le moi du philosophe va vaciller et perdre sa sérénité devant le pari du neveu qui, n'ayant pas pour "idéal" le bien, change de personnalité jusqu'à assumer l'hypocrisie du monde moderne.

Dans ses essais philosophiques, Diderot va essayer de faire parler la nature dans sa fluidité pour prétendre que l'acteur, quoique sensible, doit travailler pour atteindre rationnellement son but de représenter la nature, tel un clavecin.

C'est cette expérience tirée de la nature pour s'élever au chant et à l'art qui enchante notre philosophe. Suivons cette leçon de sagesse gaie, en ces jours où nous guettent les monstres de la détresse.

« Le succès de notre école, c'est son adaptabilité à la région »

Lors de son passage à Istanbul, nous avons interrogé Stéphane Attali, directeur de la seule Grande École du Moyen-Orient : l'École Supérieure des Affaires, située à Beyrouth. Rencontre avec un personnage ambitieux.



L'École Supérieure des Affaires (ESA) à Beyrouth est l'unique Grande École du Moyen-Orient. Pouvez-vous nous présenter cette institution ?

En 1996, soit plus de six ans après la fin de la guerre civile libanaise, la France et le Liban ont mis en place de nouvelles mesures de rapprochement, en particulier dans le domaine de l'éducation. Ainsi est née l'ESA, avec pour objectif principal de fournir aux étudiants libanais un enseignement sélectif de qualité. L'ESA est gérée, au même titre que la plupart des écoles de commerce françaises, par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris ; le soutien des entreprises est absolument primordial et l'objectif de ces écoles est avant tout de répondre aux besoins de ces partenaires en formant de futurs travailleurs capables de s'adapter facilement.

Le Liban, par son histoire commune avec la France et sa situation géographique, joue un rôle d'intermédiaire essentiel dans la région du Golfe. Les Libanais sont déjà présents dans ce territoire et sont

donc les mieux à même de comprendre les différentes dynamiques de la région. Un partenariat avec le Liban est certainement la manière la plus efficace d'atteindre ces zones.

Aujourd'hui, l'ESA est fière de compter huit programmes diplômants spécifiquement tournés vers les besoins de la région, allant du master au doctorat. L'enseignement se fait en anglais et en français et se compose de différents modules d'une semaine, avec des professeurs venant essentiellement de Paris mais aussi du monde entier. À la fin de leurs études, les étudiants disposent d'une réelle expertise sur la région, avec de solides connaissances sur le Golfe et la France.

Aujourd'hui, nous vous remercions à Istanbul. Pensez-vous aussi créer un partenariat avec la Turquie ?

Un tel projet n'est pas à l'ordre du jour. Pour l'instant nous nous contentons d'amener chaque année nos étudiants à Istanbul. Son potentiel économique et son influence politique dans la région font de la Turquie un partenaire privilégié entre l'Europe et le Moyen-Orient. Nos efforts se tournent vers les étudiants turcs, nous souhaitons les attirer dans notre institution. Le programme leur est totalement accessible car l'enseignement se fait en partie en anglais et l'éloignement géographique n'est pas

très important. En somme, c'est un moindre coût pour d'excellentes opportunités, avec une garantie d'embauche après le diplôme. L'objectif est qu'après leurs études, les étudiants turcs soient eux aussi en mesure d'agir comme intermédiaires entre l'ESA, la Chambre de Commerce de Paris et les zones d'influence de la Turquie.

Vous nous avez présenté votre institution et vos ambitions futures au sujet de la Turquie. Quel est votre parcours et comment êtes-vous devenu directeur de l'ESA ?

Après une enfance en Nouvelle-Calédonie, j'ai fait mes études à Paris puis j'ai commencé à travailler au sein de la Chambre de Commerce. En 2002, j'ai accepté le poste de responsable de développement au sein de l'ESA à Beyrouth. Après un retour en



France en 2007 en tant que directeur adjoint du directeur de la Chambre, je suis reparti à Beyrouth en 2009, cette fois-ci pour prendre la direction de l'établissement. Étant aussi président du MEREF (Mouvement des Entreprises et Représentations Économiques Françaises au Liban), mon objectif est celui d'un renforcement des liens franco-libanais et en cela mes deux postes de président se complètent parfaitement.

* Mireille Sadège et Louise Pierre



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

De 20 à 94... mais il y a aussi « - 0,1 »

La plupart de mes lecteurs ignorent que j'ai un diplôme d'ingénieur en agronomie. Et l'un des sujets qui m'intéressent particulièrement est celui des statistiques. Quand je vois des chiffres, je ne peux m'empêcher de réfléchir à leur sens, comme mon professeur Metin Birkan Yıldırım.

Et voici les chiffres qui m'intriguent, comme la plupart des Français ces derniers temps : 20... Si vous voulez 20 %, selon l'IFOP, c'est le chiffre qui indique la cote de popularité du Président de la République auprès des Français, au plus bas depuis 1958 ; autrement dit le début de la Vème République. Une des questions posée par *Le Figaro*, le 18 novembre dernier, était « Pensez-vous que la cote de popularité de François Hollande puisse encore baisser ? » Et la réponse de 94 % des participants : « Oui ».

- 0,1 %, c'est le taux de repli de la croissance française au troisième trimestre de cette année...

AA, la note de la France dégradée par Standard & Poor's.

Et selon Moody's et Fitch AA+...

* * *

Le conseil supérieur de l'audiovisuel de la Turquie (RTÜK) vient de réaliser une enquête sur les jeunes et les résultats publiés sont très intéressants.

Dans cette enquête, le mot « sosyal medya » est souvent utilisé, comme ailleurs en Turquie; mais il faut savoir qu'il ne s'agit pas de la bonne terminologie car en anglais ou en français on utilise plutôt le concept de « réseaux sociaux ». Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain article.

En 2007, les jeunes regardaient beaucoup la télévision. Ce qui n'est plus le cas en 2013, avec un résultat nettement à la baisse ; les habitudes changent avec le temps.

Actuellement, les jeunes (l'enquête ne précise pas l'âge des participants) utilisent leur téléphone plus de deux heures par jour, mais pas seulement pour parler. Ils l'utilisent aussi pour se connecter à Internet, surfer sur les réseaux sociaux, s'envoyer des messages, écouter de la musique, télécharger des fichiers et même faire leurs devoirs.

Quand on cumule toutes ces heures passées devant les smartphones, on obtient un total de huit heures par jour. On ne peut que s'accorder sur le fait qu'il s'agit bien là d'une activité chronophage.

De plus, ils regardent même la télévision sur leur téléphone ; surtout des documentaires, jeux et séries télévisés. D'autre part, ils préfèrent les chaînes turques aux chaînes étrangères.

Nous examinerons d'autres chiffres et d'autres enquêtes en 2014.



Eren Paykal

L'adieu aux armes

On peut reprocher à l'Union européenne tous les maux du monde mais pas le fait d'œuvrer et de servir la paix au sein de ses frontières. En effet, dès la création de la CECA, l'Union a réussi à rapprocher ses pays membres après une guerre dévastatrice par le biais d'une coopération économique accrue et par une vision plus réaliste et favorable à ses peuples. Jadis frères ennemis, la France et l'Allemagne ont su surmonter des obstacles non seulement matériels mais surtout socioculturels. Bien sûr, la présence des États-Unis d'une part et la pression positive de l'OTAN par la suite ont joué un rôle déterminant en ce sens. Le même résultat a ensuite été obtenu entre les rivaux de toujours, la France et l'Angleterre après que celle-ci devienne membre à part entière de la Communauté avec toutefois des réticences très *british* il faut l'admettre. De nos jours, on traitera de fou à lier toute personne qui évoquerait une possibilité de conflit armé entre les nations susmentionnées. Le même état d'esprit règne entre les nouveaux membres orientaux de l'Union telles que la Hongrie et la Roumanie par exemple, entre lesquelles existent de vieux contentieux basés sur l'importante minorité hongroise présente dans la république carpathienne. La Hongrie attend encore que son voisin méridional fasse davantage d'efforts pour

accorder une plus grande autonomie politique, culturelle et linguistique à ses ressortissants d'origine hongroise, sans pour autant la menacer d'une quelconque intervention militaire.

Revenons maintenant sur les terres chaudes du Moyen-Orient et concentrons-nous sur les dépenses militaires des pays de la région. J'y ajouterai également celles de la Grèce, pour sa proximité avec la Turquie et sa position particulière par rapport à cette dernière. Les chiffres sont empruntés à SIPRI, instance spécialisée dans l'étude des dépenses militaires de par le monde. Les chiffres correspondent à l'année 2012. (SIPRI Yearbook 2013). Tous les chiffres sont en milliards de dollars US. Les pays sont énoncés en prenant en considération leurs dépenses respectives.

L'Arabie Saoudite : 56.7, la Turquie : 18.2, les Emirats Arabes Unis : 17.5, Israël : 14.63, l'Iran : 9.05, la Grèce : 6.54, l'Égypte : 4.42, la Syrie : 2.236, Chypre du Sud : 510.

L'Index de la Militarisation Globale propose une liste plus explicative. Elle consiste à démontrer le poids et l'importance de l'appareil militaire par rapport à la société civile. Avec cette liste on s'aperçoit du rôle envahissant et encombrant de l'armée dans les pays en question. Israël occupe la toute première place, la Syrie est 3^e, la Jordanie 5^e, Chypre du Sud 6^e, Koweït 7^e, la Grèce 9^e, l'Arabie Saoudite 10^e, le Liban 19^e, la Turquie 27^e et l'Égypte 28^e. Si on

va plus loin dans la liste, on constate que les États-Unis sont 31^e, la France 62^e, l'Angleterre 64^e, l'Allemagne 82^e et le Japon 117^e.

Il existe donc une certaine relation entre le développement d'un pays et la militarisation de celui-ci. Certains évoqueront simultanément la réalité géopolitique et la situation géographique du même pays sans se poser la question du pourquoi de cette géopolitique. Ils diront « c'est normal en Moyen-Orient les pays sont menacés, ils ont besoin de se défendre et donc de s'armer davantage ». Or la question est de comprendre si les pays du Moyen-Orient et ses voisins proches ont encore le luxe de se battre et de se haïr éternellement. Leurs dirigeants sont-ils satisfaits de régner sur des populations exsangues, toujours à l'affût de leurs voisins ? Ne comprendront-ils jamais la nécessité absolue d'une paix juste et durable pour toute la région afin d'aboutir enfin à une croissance économique durable et continue et par conséquent au bonheur de leur population ? Quand les mentalités changeront-elles ? Faut-il attendre une guerre et un complet anéantissement, comme durant la Deuxième Guerre mondiale de tous les pays de la région ? Le plaisir d'une vie normale et le bien-être de la société ne vaincra-t-ils donc jamais la tragédie de la mort et la noirceur de la peur ?

Urbanisation et démocratie : le casse-tête des métropoles

Du 25 au 27 octobre derniers se déroulaient à la Friche de la Belle de Mai, dans la ville de Marseille, trois jours d'échanges et de débats sur le thème de « La ville à l'épreuve de la démocratie ». Le colloque intitulé « Fabriquer la ville », se concentrait sur l'étude de quatre grandes métropoles méditerranéennes et européennes, Marseille, Istanbul, Hambourg et Tanger, engageant intervenants et participants à réfléchir sur les problématiques d'intégration, de convivialité et de ségrégation au sein de l'espace urbain.



L'initiative de projet pluriannuel dont le premier volet avait eu lieu à Istanbul au lycée Notre Dame de Sion en mars 2013 appartient à l'association Les Amis du Roi des Aulnes, au Centre Franco-Allemand de Provence et au Goethe Institut.

Avant de revenir sur une partie des réflexions apportées sur ces trois premières villes, il est nécessaire de mettre en lumière le contexte particulier dans lequel se trouvent ces métropoles à l'heure actuelle. Elles sont tout d'abord de plus en plus attractives et influentes sur le plan économique. Le nombre de mégapoles globales, maillons indispensables de l'économie mondiale, est en constante augmentation;

tandis que les domaines d'action des États-nations sont de plus en plus restreints. Comme le dit Fernand Braudel dans *La dynamique du capitalisme*, le système capitaliste a toujours été plus une affaire de villes que d'États. Ce phénomène va de pair avec, au niveau démographique, une urbanisation accélérée, surtout dans les pays en voie de développement. Depuis 2007, plus d'un habitant sur deux est citadin. Selon les données de la Banque Mondiale, le pourcentage de population urbaine en 2012 était ainsi de 72,3% en Turquie, 74,1% en Allemagne et 86,3% en France. La ville n'a donc jamais été aussi influente qu'aujourd'hui de par son importance économique et son poids démographique. Mais parallèlement, à mesure que certaines villes s'agrandissent et se renforcent économiquement, elles sont témoins d'un affaiblissement de leur base sociale. Les pouvoirs publics sont de moins en moins à même d'exercer un contrôle de l'espace public face aux acteurs économiques internationaux qui réalisent leurs propres investissements dans ces grandes villes. Les acteurs n'y sont donc plus nationaux mais internationaux, les propriétés privées plutôt que publiques, et la marge de manœuvre des

populations citadines sur ces changements urbains s'en trouve réduite. C'est ce qu'Alain Touraine nomme « la fin du social », à laquelle nous sommes en train d'assister. Ceci donne lieu, notamment dans les villes du pourtour méditerranéen à de nombreux projets d'urbanisme, maîtrisés pour certains, mais aussi parfois répondant plus à des logiques de profit que d'intérêt public et qui suscitent de nombreuses interrogations d'ordre technique, de gestion mais aussi économiques et sociales chez une partie de la population. Partant de ces constats, Ali Akay professeur de sociologie à Mimar Sinan et intervenant au colloque

conclut : « d'une part depuis les années 90, les villes deviennent des centres mondiaux capitalistiques au détriment des pays. Et d'autre part le centre du monde capitaliste se déplace vers l'Asie ; ce qui a pour conséquence notamment le fait que de plus en plus de villes asiatiques prennent le pas sur les villes des pays occidentaux, d'où les Européens qui s'installent à Shanghai ». Les citadins de ces villes sont donc confrontés à deux phénomènes simultanés : à la fois à un développement économique et démographique fort de l'espace dans lequel ils vivent, avec toutes les problématiques que ces projets urbains peuvent engendrer dans une ville d'une telle dimension, ainsi qu'à une sorte de vide de gouvernance à la tête de celle-ci puisque les pouvoirs nationaux sont de plus en plus impuissants dans la maîtrise de ce développement urbain.

L'objectif de ce colloque était donc, à l'aide d'exemples concrets, de chercher à identifier un lien possible entre projet urbain et projet social, afin de permettre à terme aux habitants de se réapproprier la ville, de la « fabriquer » eux-mêmes; en somme, trouver une place pour l'expression démocratique dans ces « nouveaux territoires de la ville ».

L'objectif de ce colloque était donc, à l'aide d'exemples concrets, de chercher à identifier un lien possible entre projet urbain et projet social, afin de permettre à terme aux habitants de se réapproprier la ville, de la « fabriquer » eux-mêmes; en somme, trouver une place pour l'expression démocratique dans ces « nouveaux territoires de la ville ».

Entre modernité et histoire : Istanbul à l'heure des choix

L'intervention de l'architecte turc Aykut Köksal illustre ici une problématique bien particulière du développement urbain, celle de la préservation du patrimoine historique. Depuis des siècles, du fait d'un déplacement de son centre ville, Istanbul a su préserver l'intégrité de son vieux centre, mais celui-ci est sur le point de connaître une transformation radicale.

Pour appréhender ces changements, il faut remonter un peu dans le temps afin de comprendre comment le processus de mondialisation a façonné Istanbul à partir du début du 19^{ème} siècle. A l'époque, la population de la ville ne comptait que quelques 350 000 habitants, dont l'essentiel se concentrait dans la ville *intra muros*, sur la péninsule historique au sud de la Corne d'Or. En parallèle, de l'autre côté, le quartier de Galata se distinguait du reste de la ville par son identité cosmopolite et constituait pour l'Empire ottoman une fenêtre ouverte sur l'Occident. Petit à petit le centre a glissé vers ce quartier, qui s'est modernisé; tandis que dans la péninsule historique l'essentiel du renouvellement urbain restait lié au réaménagement des zones incendiées du fait des nombreuses habitations en bois. L'inauguration, en 1853, du pont de Galata confirmait la perte de centralité de la péninsule historique. Plus d'un siècle plus tard, la construction du premier puis du second pont sur le Bosphore en 1975 et 1988 semble tirer définitivement d'affaire le vieux centre historique en poussant le centre de la ville en pleine explosion démographique encore plus vers le Nord.

Cependant, Istanbul est sur le point de perdre cette particularité qui avait permis la préservation de son vieux centre historique. Avec l'inauguration il y a quelques jours du tunnel sous le Bosphore, il est en passe de devenir le centre d'une métropole gigantesque de quatorze millions d'habitants. Le parcours du Marmaray, qui reliera les deux rives de la ville en prolongeant la ligne de métro asiatique, de Üsküdar à Yenikapı, passera en effet directement au cœur de la péninsule. La voie ferrée, qui traverse Istanbul d'Est en Ouest fera de la ville *intra muros* la principale interconnexion des transports urbains et donc l'un des principaux pôles d'attraction de la mégapole.

Ainsi, selon M. Köksal, cela rendra difficile, voire sans doute impossible la préservation des monuments de la vieille ville. Istanbul *intra muros* deviendra peut-être, avec cent cinquante ans de retard, le centre d'Istanbul, mais à quel prix ?

Marseille : une gentrification à marche forcée ?

La ville de Marseille illustre parfaitement les enjeux et difficultés du renouvellement urbain, comme l'a expliqué l'économiste Patrick Lacoste.

Dans les années 1990, de vastes plans de réaménagement ont été mis en place dans la cité phocéenne dans le but notamment de réhabiliter certains quartiers de la ville qui risquaient de tomber dans l'insalubrité. Une des méthodes utilisées et fortement décriée par l'interven-

venant a été celle de la défiscalisation immobilière. Celle-ci

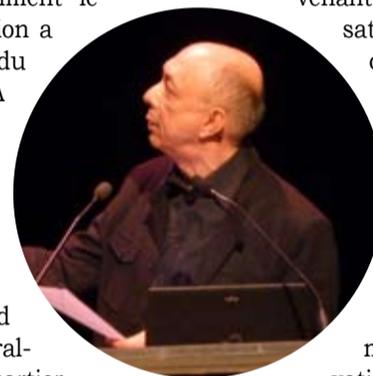
consiste à accorder, pour les citoyens imposables au-delà d'un certain seuil, un remboursement d'une partie des travaux de rénovation des immeubles qu'ils possèdent. Mais, si cette méthode a permis de stimuler la rénovation de nombreux vieux

bâtiments, elle a aussi poussé au départ toute une frange de la population qui ne disposait pas des revenus nécessaires pour bénéficier de cet avantage fiscal. Par ailleurs, le deuxième choc qui a frappé Marseille est l'achat par le fonds de pension américain Lone Star, en 2004, de la rue de la République ; plus grande propriété unique d'Europe sur une rue. Encore une fois, une partie de la population n'a pas été prise en compte dans ces nouvelles logiques de réaménagement, répondant plus à une nécessité de rentabilisation d'investissement pour le fonds de pension, qu'à une volonté de création de logements sociaux par exemple.

Si l'on se penche sur la carte de répartition des revenus dans la ville de Marseille on peut constater que les écarts sont aujourd'hui très marqués entre quartiers. Une sorte de Metropolis à l'envers, où les populations « d'en haut », celles des quartiers Nord perchés sur les collines face à la mer, ont parfois des revenus de l'ordre du seuil de pauvreté, voire en-dessous. La gentrification à Marseille ne s'est ainsi pas faite à pas feutrés, mais de façon spéculative et massive et n'a pu empêcher un phénomène de ségrégation par niveaux de vie au sein de l'espace urbain.

Hambourg ou le dilemme de l'intégration des minorités

Le souci d'intégration des minorités, religieuses comme ethniques, est toujours latent dans les enjeux urbanistiques. C'est ce qu'a illustré l'économiste Michael Koch en évoquant les résultats d'une récente étude réalisée par l'Open Society Institute, nommée « At Home in Europe Project », sur l'intégration politique, sociale et économique de la communauté musulmane dans la ville de Hambourg.





Réalisée pendant plus de deux ans, elle s'est menée en observant la vie quotidienne des Musulmans, mais aussi des non Musulmans, du quartier Hamburg-Mitte. Ce dernier a la particularité de connaître une forte tradition migratoire et une grande diversité culturelle. En effet, près de 30% de sa population est issue d'un contexte migratoire et le quartier héberge environ un tiers de la population musulmane de la ville. Les résultats obtenus par les sondages sont assez surprenants compte tenu des apparentes bonnes relations entre communautés entretenues dans ce quartier.

Deux observations sont assez révélatrices. Tout d'abord, il a été constaté qu'alors que la population musulmane avait fait preuve d'une forte capacité d'adaptation et s'identifiait à leur ville, seulement 13% des interrogés se considéraient comme Allemands. D'autre part, même si la majorité d'entre eux déclarent faire confiance à la police et à la justice pour assurer leur sécurité, les Musulmans font l'objet au quotidien de diverses discriminations de la part de ces mêmes pouvoirs publics.

Ainsi donc, quand bien même l'intégration d'une communauté peut sembler réussie dans un quartier comme celui d'Hamburg-Mitte, les acquis concernant l'intégration des communautés et la lutte contre la discrimination restent toujours fragiles. Les interrogations sur la symbolique de la représentation des communautés au sein de l'espace urbain y sont aujourd'hui encore d'actualité.

Régénération et recomposition urbaine : quel rôle pour la culture ?

Quelle légitimité accorder aux opérations culturelles dans l'espace urbain et comment intégrer l'art et la culture dans l'approche technique du territoire ? Telle est la question que s'est posée Nathalie Berthau.

On peut donner deux grandes définitions à la culture. La première est d'ordre sociologique et anthropologique. Il s'agit de tout ce qui revoit à notre identité, nos représentations et notre sentiment d'appartenance collective. La deuxième est plus artistique, c'est à dire réduite à la notion de production artistique qui prévaut en général dans les milieux professionnels de la culture. En ne prenant en compte que la seconde, sans intégrer la première, on entre dans le domaine de l'excellence artistique.

C'est bien ce reproche que fait l'intervenante aux politiques culturelles qui ont été adoptées dès les années 1980 par les pouvoirs publics lorsque les sciences du territoire - géographie, urbanisme, etc - ont commencé à s'intéresser aux arts de la rue. Pendant ces années, dans un contexte de compétition économique, touristique et urbaine entre les villes, on n'a pu s'empêcher de tomber dans un écueil : celui d'une appréhension marketing de la culture. C'est ainsi qu'ont vu le jour des projets tels que Marseille-Provence 2013 où certaines expérimentations artistiques mises en place dans les quartiers nord par exemple, n'ont pas été comprises par une partie de la population.

Pourtant, des pratiques créatives sont bien présentes dans ces espaces urbains. BMX et hip hop par exemple sont autant d'usages qui marquent, sociologiquement et artistiquement, la relation de ces habitants avec leur quartier. Il semble donc bien possible d'adapter la création artistique à l'espace urbain, en intégrant les deux définitions complémentaires de l'art. Un pas reste donc à franchir, celui d'un décloisonnement et d'une collaboration entre spécialités, artistes et spécialistes de l'aménagement du territoire.

* Mireille Sadège & Justine Babin
Photos : Hermine Ride

Haliç Tersanesi : disparition d'un musée à ciel ouvert

Vieux de plus de cinq siècles, les chantiers navals de la Corne d'Or vivent leurs dernières heures. Le consortium Sembol-Ekopark İnşaat-Fine Otelcilik s'est vu confier les travaux de transformation qui d'ici quelques années devraient donner naissance, à leur place, au « Haliç Yacht and Complex Port ».

Haliç Tersanesi au fil des siècles

En 1453, Mehmet Le Conquérant faisait une entrée spectaculaire dans la Corne d'Or, conduisant ses navires par la terre afin de contourner la chaîne tendue pour en barrer l'entrée, entre les rives de Constantinople et de Péra. Deux ans plus tard, il y faisait construire des chantiers navals, aujourd'hui appelés Haliç Tersanesi. Ils devinrent rapidement le centre de l'armée navale et le lieu de rencontre de ses marins. En plus des entrepôts, casernes et ateliers, on y trouvait une prison et quelques églises arméniennes. Après la fermeture du chantier de Gelibolu, ils ont encore pris de l'importance avec le transfert de tous les équipements à Haliç et l'arrivée de la population ouvrière d'Izmir et Gelibolu. Depuis la conquête de la ville par les Ottomans, le quartier de Kasımpaşa a ainsi toujours eu une vocation maritime. Plus tard, au début du XX^{ème} siècle, le développement des activités industrielles a attiré de nouvelles populations, entraînant une densification des zones résidentielles avec de nouvelles constructions, parfois anarchiques. Enfin, dans les années 1980, le secteur tertiaire a fini par supplanter l'industrie et l'activité des chantiers a progressivement décliné. Ils ne servent finalement plus à la construction de bateaux, mais seulement aux réparations et à la maintenance.



Le consortium qui prendra en charge sa réalisation, Sembol-Ekopark İnşaat-Fine Otelcilik, devra réaliser les travaux sur quatre ans et en gèrera l'exploitation pendant 49 ans. D'importants intérêts financiers sont en jeu puisque les plans prévoient la construction d'un port de plaisance, deux hôtels cinq étoiles, des restaurants, magasins, salles de congrès ainsi que d'une mosquée pouvant accueillir jusqu'à 1000 fidèles. À son lancement, l'enchère était déjà fixée à 50 millions de livres turques.

Urbanisation et identité

Le quartier de Kasımpaşa, d'où est issu l'actuel premier ministre, devrait sortir complètement transformé de ce réaménagement. L'objectif de ces travaux est à la fois de réhabiliter le quartier, aujourd'hui très enclavé malgré la présence toute proche de la place Taksim et ses lieux touristiques, tout en transformant ces friches industrielles en lieu de loisir. Pourtant, la privatisation de ce lieu public autrefois sous protection légale, ne fait pas l'unanimité. Pour les détracteurs de ce projet, c'est 558 ans d'histoire qui vont être réduits à néant. Certains souhaiteraient voir ce site protégé et l'idée d'un musée maritime a été évoquée. Quoiqu'il en soit, ces critiques, comme celles qui ont suivi le lancement du projet Galataport et de nombreux autres à Istanbul, posent la question de comment allier urbanisation et préservation de l'identité et de l'héritage culturel de la ville. Les événements de cet été ont bien montré à quel point la préservation de l'identité architecturale de la ville est un sujet sensible...

Justine Babin
Photos : Clémence Guerrier



Un nouveau paysage pour la Corne d'Or

En juin dernier, comme en mai pour Galataport à Karaköy, le site de Kasımpaşa a été ouvert à l'initiative privée, afin d'y mettre en place un tout nouveau projet d'aménagement qui devrait considérablement modifier le paysage urbain de la Corne d'Or. À la place du vieux chantier naval, jugé aujourd'hui obsolète, devrait voir le jour un important port et complexe touristique, le « Haliç Yacht and Com-

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Le club de l'environnement du lycée Notre Dame de Sion accueilli à bras ouverts par les villageois d'Izmit

Le 9 mars 2013, le club de l'environnement du Lycée Notre Dame de Sion procédait à la plantation de pas moins de 140 noyers dans le village d'Ortaburun, à İzmit. Neuf mois plus tard, les élèves membres du club de l'environnement, accompagnés de Seval Erol (responsable du club à NDS), de Suzan Sevgi (Directrice adjointe du lycée) et Sœur Monique sont y sont retournés pour constater le fruit de leur travail. Ils ont été accueillis chaleureusement par le chef du village, M. Yüksel Özcan; le représentant local de l'ONG TEMA, Nermin Tol, ainsi que des vétérinaires et ingénieurs agricoles de la municipalité de Kocaeli.

Tout commence en décembre 2012. Les élèves du lycée français Notre Dame de Sion découvrent pour la première fois le petit village d'Ortaburun dans le cadre d'un projet de développement de petits villages et marque le début d'une belle amitié. Cette initiative a pour objectif de promouvoir la responsabilité sociale des jeunes en leur faisant découvrir les modes de vie dans les milieux ruraux et les problématiques qui en découlent.

La réflexion des étudiants est également attendue, de sorte qu'ils participent à la recherche de solutions. Mais surtout, il permet de favoriser le développement de petits villages et ce dans le respect de l'environnement.



Seval Erol, responsable du club de l'environnement, travaille en tant que bénévole pour l'organisation non gouvernementale TEMA. C'est cette ONG qui a mis le village d'Ortaburun en contact avec le lycée Notre Dame de Sion.

L'objectif des premières rencontres était de recenser les problèmes du village et les besoins de ces habitants. Après une visite des lieux et une discussion avec les villageois, le club de l'environnement note rapidement la présence d'une parcelle de terre de 7000 m2 non exploitée. Le club de l'environnement, épaulé par la mairie de Kocaeli et la fondation TEMA, a alors procédé à la plantation de plus de 140 noyers le 9 mars 2013. Les bénéfices de la vente de noix serviront à financer l'éducation des enfants du village. Toutefois, les responsables du projet se sont rendus compte que ce terrain exigeait un système

d'irrigation efficace pour assurer la survie des noyers.

D'autres problèmes encore, ont retenu leur attention. Premièrement, le bâtiment de l'école, abandonné et délabré, avait besoin d'un bon ravalement de façade pour retrouver sa fraîcheur et servir à nouveau à la population en tant que bibliothèque ou salle d'étude. Un peu plus loin, le bâtiment du dispensaire, lui aussi en mauvais état, méritait quelques travaux pour accueillir l'infirmier du village. Ce dernier, faute de trouver mieux, devait procéder à la consultation des patients au sein du café de village.

Bien sûr, toutes ces actions avaient un coup non négligeable. La direction de Notre Dame de Sion a donc réalisé une évaluation du budget nécessaire pour mener à bien ces actions. Les élèves du lycée aidés de leur professeur de géographie –

Seval Erol - ont collecté les fonds grâce à différentes activités organisées tout au long de l'année: fabrication de sacs et plumiers pendant l'année, vente de gâteaux et objets recyclés ainsi que l'organisation du concert du pianiste Stéphane Blet et de quelques kermesses.

C'est avec un plaisir non dissimulé que les élèves du club de l'environnement et les responsables sont retournés au village le samedi 16 novembre pour découvrir le fruit de ce travail de longue haleine.

Les villageois, tout aussi ravis, ont exprimé un réel enthousiasme à la venue de leurs « chers amis ». Après de chaleureuses retrouvailles, les villageois nous ont présenté, non sans fierté, le nouveau système d'irrigation des noyers et l'ancienne école tout juste renouvelée. Les élèves du lycée NDS ont d'ailleurs eu l'honneur de lui donner ses derniers coups de pinceau sous l'œil amusé des villageois.

Enfin, tout le monde s'est réuni autour d'un excellent repas préparé avec beaucoup de cœur par le village. Ces derniers sont d'ailleurs loin d'être les seuls à profiter de cette action sociale. Les jeunes semblent réellement heureux de pouvoir apporter leur aide et en retirent beaucoup de satisfaction. Comme ils le disent si bien : « Faisons vivre pour mieux vivre ».

* Stéphanie Avşar

Fracturation hydraulique en France : sur la voie américaine ?

La consommation de gaz a doublé dans le monde entre 1985 et 2010 et on le considère comme une énergie de transition par laquelle l'économie pourrait engager sa « décarbonisation ». La technique de la fracturation hydraulique est pratiquée depuis une quinzaine d'années déjà en Amérique du Nord. La France elle aussi, avec la Pologne, est l'un des pays d'Europe les plus largement dotés en huiles et gaz de schiste. Pourtant, ce 11 octobre a été validée par l'Assemblée nationale la loi du 13 juillet 2011 interdisant le recours à cette technique d'extraction et instaurant un contrôle sévère des expérimentations. Que penser de cette décision politique ?

Une technique qui suscite des inquiétudes
La fracturation hydraulique consiste à fissurer massivement une roche au moyen de l'injection d'un liquide sous pression, afin de récupérer du pétrole ou du gaz dans la roche-mère. Le liquide est en général de l'eau additionnée de matériaux durs pour empêcher que les fissures ne se referment.

Si cette méthode permet de démultiplier la capacité de production d'un puits, elle suscite également de nombreuses craintes, notamment environnementales. En particulier, elle fait redouter une surexploitation et une pollution des ressources en eau. D'autre part, le processus d'exploitation nécessite l'utilisation d'additifs chimiques qui représentent, en valeur absolue, une quantité considérable, avec un risque de migration de ces produits vers une nappe souterraine par exemple. Enfin, l'exploitation en surface peut constituer une nuisance pour les populations alentours, notamment du fait de l'augmentation de la circulation routière liée à l'acheminement de l'eau.

Une technique utilisée depuis plus d'une quinzaine d'années en Amérique du Nord

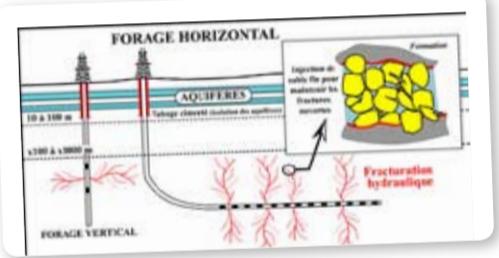
En février 2012, un million de puits avaient été forés aux États-Unis et deux millions de fracturations hydrauliques avaient été réalisées. Le pays, deuxième consommateur mondial d'énergie der-

rière la Chine, a déjà atteint à près de 85% son autosuffisance énergétique. Le continent dispose donc de quelques années de pratique de la fracturation derrière lui. Ce que celles-ci nous révèlent sur la dangerosité de ce procédé n'est pas forcément alarmant. En effet, la majorité des problèmes constatés est liée à des défauts d'étanchéité des puits d'extraction. Il s'agit donc d'un problème technique antérieur qui ne concerne pas directement les fracturations hydrauliques. D'autre part, de nombreux travaux de recherche ont été menés et ceux-ci ont permis de faire des progrès notables de sécurité.

La France et les huiles et gaz de schiste
En France la fracturation hydraulique aurait été utilisée au moins à 45 reprises, avant d'être interdite par la loi du 13 juillet 2011. Presque toutes ces opérations auraient concerné l'exploitation de gisements conventionnels, afin par exemple d'augmenter la productivité d'un puits. C'est ce qu'on appelle la « stimulation hydraulique ». D'autre part, deux

opérations menées par Vermillon dans la roche-mère du Lias, sur le site de Champotran, dans le Bassin Parisien, ont clairement eu pour objectif l'expérimentation de la fracturation hydraulique. Cette technique n'est donc pas complètement étrangère à la France. Pour autant, on aurait tort de faire trop rapidement un amalgame avec l'expérience américaine. Le contexte est différent en Europe. La densité de population est plus élevée, le droit du sous-sol plus sévère, les contraintes environnementales plus fortes et les bassins sédimentaires plus petits. D'autre part, la France doit tirer les leçons des erreurs de ses prédécesseurs afin d'éviter de se retrouver face à certains problèmes rencontrés dans des forages gérés de façon laxiste. Enfin, elle doit à tout prix remédier au sentiment de désinformation ressenti par la population afin d'éviter une confrontation entre industriels et société civile aussi forte que de l'autre côté de l'Atlantique.

* Justine Babin



Retour en enfance à Bruxelles, capitale de la bande dessinée

Quand on pense à la Belgique on pense au chocolat, aux moules frites "Chez Léon", au Thalys... Et quand on voyage en "Confort 1", au calme dans des sièges confortables, avec des plats gourmands servis à notre place sans oublier la presse internationale gratuite et des prises qui fonctionnent... On se dit que les Belges n'ont rien à envier à la 1ère classe de la SNCF.

En Belgique, on se fait la bise qu'une seule fois. A Bruxelles - prononcez "Brusselles" - l'on répète tout deux fois : en français et néerlandais. Et lorsqu'on aperçoit au détour de la Grand Place le Manneken-Pis, on se dit qu'on l'imaginait trois fois plus grand !

La Belgique c'est également le pays de Hergé, le père d'un célèbre reporter que l'on appelle Tim en allemand, Tenten en turc, Kuifje en néerlandais ou plus communément en français : Tintin. Les aventures de Tintin, ce sont 23 albums en bandes dessinées, traduits dans plus de 70 langues et dialectes. Une traduction qui a donné quelques variations linguistiques et pouvant amuser le lecteur étranger notamment au niveau des noms de personnages. En Angleterre, le nom de Tintin ne change pas, cependant son inséparable compagnon y est rebaptisé Snowy, le Professeur Tournesol devient ainsi Professor Cuthbert Calculus et les

Dupond et Dupont y sont plus connus sous l'identité de Thomson and Thompson.

Georges Rémi, alias Hergé, est l'inventeur d'un style sobre et précis : la ligne claire. À travers un parcours BD dans la capitale européenne, l'on peut se laisser surprendre devant des fresques murales de Boule et Bill, Quick et Flupke, Gaston Lagaffe, etc. Ces murs de bandes dessinées de la taille des immeubles sont un atout de charme et un agrément de nostalgie qui rappelle la fierté nationale.

Le plus célèbre juron du Capitaine Haddock inspiré du turc

La vision de tous ces personnages provoque une réminiscence et l'on essaie de se rappeler quand est-ce qu'on a pris le temps d'ouvrir et de redécouvrir un album des gamins de Bruxelles, Quick et Flupke. Que cela fait du bien de tourner simplement les pages et de tenir un support différent que celui d'un iPhone ou d'un iPad. Il était enfin temps de relire cet album de Tintin au Tibet qui trônait dans la bibliothèque comme un trophée

de collection qu'on n'a pas osé revendre. Quelle délectation de retrouver un ouvrage qui défend la langue française en y usant de belles tournures, du vocabulaire riche - "Bachi-bouzouk", du turc qui signifie "tête déréglée", est le plus célèbre juron du Capitaine Haddock -, varié : "Mille milliards de mille sabords de tonnerre de Brest !" et de surcroît permet de découvrir différentes cultures à travers un média qui a beaucoup perdu de sa popularité.

Les jeunes ne lisent plus de bédé ! Ils n'ont pas eu cette chance d'avoir un membre de leur famille collectionneur, passionné qui leur aura transmis la curiosité, le plaisir de lire et de s'instruire

ou simplement de collectionner cet objet particulier.

Pour se replonger dans cet univers, rien de mieux qu'un tour au musée Hergé, situé à Louvain-la-Neuve. Un lieu qui rompt avec l'urbanisme de Bruxelles : on rentre alors dans un espace lumineux démesuré et ouvert sur l'extérieur avec de grands vitrages en forme parallé-



gramme. On accède à plusieurs salles larges et volumineuses au style épuré et à l'éclairage tamisé pour découvrir des planches inédites. Toutes les coulisses de fabrication, les crayonnés, les planches originales à l'encre de Chine, dont les traits dégagent une puissance et des expressions profondes.

Jusqu'au 26 janvier, le Musée Hergé refait vivre les aventures indiennes de Tintin à travers une exposition temporaire intitulée "Allo Bruxelles ? Ici Rawhajpoutalah !". Aujourd'hui, le reporter du Petit Vingtième revendique plus d'un million de "J'aime" sur sa page Facebook. Ce héros international est bien sûr présent en boutique, dédiée au personnage éponyme où l'on décline son image en montres, bagages, vaisselle, t-shirts, linge de maison, fournitures de bureau, figurines, etc. Qui aurait pensé qu'un personnage de bande dessinée créé en 1929 aurait pu être adapté en dessin animé, en jeu vidéo puis au cinéma en 3D par Steven Spielberg ?

En effet, quand on pense à tout cela, on se dit qu'ils ne blaguent pas les Belges !

* Daniel Latif

Concours International de Dessins de caricature de la Fondation Aydın Doğan

Ce jeudi 24 octobre, la remise de prix du Concours International de Dessins de caricature de la Fondation Aydın Doğan fut l'occasion de célébrer un autre événement de taille : le trentième anniversaire de la compétition. Cela fait en effet trente ans que ce concours existe en Turquie, donnant la chance à des artistes du monde entier, connus et moins connus, de présenter leur travail à un jury de spécialistes.

Trente ans en dessins

Créé en 1983 par la Fondation Hürriyet, ce concours prend d'abord le nom, dix années durant, de Concours International de Dessins de caricature Simavi. Né directement de l'impact du coup d'Etat de 1980 en Turquie, il se veut dès ses débuts une plateforme pour la liberté d'expression. C'est Orhan Birgit, ancien ministre du Tourisme, alors nommé Directeur de la Fondation Hürriyet, qui a eu l'idée de ce concours. Après le coup d'Etat de 1980, toutes les associations sont dissoutes et parmi elles l'Association des caricaturistes, qui organisait un concours à Akşehir (Concours International de Dessins de Caricature Nasreddin Hoca). En tant que ministre à cette époque, Orhan Birgit estimait déjà que ce concours avait un rôle majeur pour les relations publiques du pays et pour le monde de la caricature, ainsi qu'un succès international non négligeable. Arrivé à la tête de la Fondation Hürriyet, il propose alors la création d'un nouveau concours de dessins de caricature, qui voit le jour en 1983. La première année, le comité d'organisation reçoit 474 dessins de caricature de 27 pays différents et la première cérémonie de remise

de prix a lieu le 27 juin 1983 au Centre culturel Atatürk d'Istanbul. Dix années après, avec le rachat par Aydın Doğan du Hürriyet Daily, les deux fondations fusionnent et le concours prend son nom actuel, puisqu'organisé par la Fondation Aydın Doğan. Depuis près de vingt ans, il continue de se développer, attirant toujours plus de dessinateurs venant d'un nombre croissant de pays.

L'édition 2013

Cette année 842 dessinateurs de 77 pays différents ont participé au concours. Le comité international a évalué 234 dessins de 199 artistes de 43 pays, sélectionnés par un comité de présélection. C'est le 17 juin dernier que les membres du jury se sont rassemblés à Bodrum pour sélectionner le gagnant. Le Comité de sélection, présidé par le tchèque Adolf Born, Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres de la République Française, était

composé de personnalités importantes du monde de la caricature : les turcs Ercan Akyol, Latif Demirci (*Gırgır, Hürriyet Daily*), Selçuk Demirel (dessinateur turc installé en France qui a notamment travaillé pour *Le Monde, Le Monde Diplomatique, Le Nouvel Observateur*), Piyale Madra (*Milliyet Daily, Cumhuriyet Daily, Radikal Daily*), Tan Oral (*Politika, Cumhuriyet, Taraf*), les américains Brad Holland (*Vanity Fair, The New Yorker, Time, Rolling Stone, The New York Times*) et Robert Mankoff (directeur artistique du *New Yorker* et fondateur de *The Cartoon Bank*), la canadienne Anita Kunz (*Rolling Stone, The New Yorker, Time Magazine, Newsweek Magazine*), et l'anglais Ralph Steadman (connu notamment pour sa collaboration avec le journaliste Hunter S. Thompson).

La soirée, qui s'est tenue au Centre des Congrès de l'Hôtel Hilton, a été l'occasion de voir une rétrospective du concours en



dessin, puisqu'une exposition présentant les gagnants des années précédentes avait été installée. Lors de la remise des prix, une introduction sur « Comment produire un dessin de caricature en huit leçons » a été proposée par le dessinateur Peter Nieuwendijk, ainsi qu'un discours énergique sur la caricature par le membre du jury Ralph Steadman. Ce concours, qui est ouvert aux professionnels comme aux amateurs de tous les pays, laisse un libre choix quant au sujet du dessin. Le premier prix a été remporté par le Polonais Krzysztof Grzondziel, pour un dessin représentant un soldat amputé au milieu de deux statues grecques et se voulant un message exprimant les dégâts de la guerre. Récompensé par la somme de 8000 \$, Krzysztof Grzondziel s'est également vu remettre une plaque du ministère de la Culture et du Tourisme, partenaire du concours. Le deuxième prix a été remporté par la dessinatrice turque Asuman Küçükkantarçılar, et le troisième prix par le Luxembourgeois Pol Leurs. En plus de ces trois dessinateurs, douze autres ont été récompensés par un « prix du succès » (*Başarı ödülü*).

* Amandine Canistro



Toyota hybride son Auris Touring Sports

Toyota, qui vient de "Toyoda" en japonais, le nom de famille du fondateur, signifie : "champ de sacrifice". Avec l'*Auris Touring Sports hybrid*, Toyota illustre bien l'étymologie de son nom en voulant inculquer au conducteur une nouvelle façon de conduire. Sous prétexte de conduite "écologique", il faut se plier aux exigences iniques du véhicule et accepter de faire foison de sacrifices.

Appuyez sur le bouton "Power", le tableau de bord s'allume, les voyants clignotent... mais pas de bruit. Ah ! La magie de l'électrique qui impose le bruit du véhicule voisin au détriment de votre silence. On appuie sur le gros bouton "P" qui désactive le mode "Parking", ensuite on saisit le levier de vitesse, harmonieux et discret pour une fois, qui fait penser à une tête de club de golf, et on le coulisser à gauche puis vers soi... Le tableau de bord affiche "Véhicule sous tension" mais rien ne s'enclenche. Il faut renouveler la procédure jusqu'à ce que l'on arrive à passer en mode "Drive" de façon hasardeuse.

Une voiture qui donne plus envie d'appuyer sur le frein que sur la pédale d'accélérateur

Nous voici partis dans un silence, ponctué d'une mélodie angoissante censée prévenir le piéton, habitué de traverser soudainement, que l'on approche. Une fois la vitesse de 30km/h franchie, le moteur thermique se réveille. Vous voilà

transformé en Capitaine Planète. L'on ne cesse de scruter l'aiguille qui oscille entre "Charge" quand vous levez le pied, "Éco" lorsque vous roulez au pas. Une fois ce dernier stade dépassé, l'aiguille arrive sur "Power" et devient rouge, en effet vous roulez désormais uniquement avec le moteur thermique et la voiture vous fait comprendre en grognant. Un écran de rappel au milieu, affichant l'autonomie et la consommation en temps réel, viendra vous conforter dans le fait qu'il vaut mieux modérer les accélérations, anticiper et privilégier de la recharge de batterie grâce aux pressions sur la pédale de frein.



et privilégier de la recharge de batterie grâce aux pressions sur la pédale de frein.

Une Toyota qui regorge de surprises et d'agrément

Ne demandez pas aux passagers de vous guider, ils seront trop occupés à

scruter le ciel et les nuages avec l'impressionnant toit ouvrant qui offre luminosité et donne l'impression de rouler décapoté tout en restant au chaud. L'intérieur de la Toyota regorge de surprises et d'agrément comme les sièges en cuir ou encore d'un range-lunettes qui s'ouvre d'une pression situé à portée de main, d'un GPS tactile, précis et facile à utiliser ainsi qu'une caméra de recul en couleur avec indicateur de trajectoire. De surcroît, les moins adroits en manœuvre apprécieront l'aide intelligente au stationnement simplifiée. Car, la voiture détecte l'espace nécessaire entre les voitures et vous avertit lorsque vous pouvez vous garer sans toucher le volant. Le résultat est bluffant puisque le volant tourne tout seul, il ne vous reste qu'à doser l'accélération et le frein. De quoi vous faire oublier comment faire un vrai créneau.

Les accélérations ne sont pas fulgurantes et la vitesse de pointe laisse à désirer mais qu'importe, votre capital de points sur le permis en sera préservé. La consommation de la Toyota Auris Touring Sports Hybrid est de 6l / 100km. C'est l'ultime récompense pour avoir traversé le champs de moult sacrifices.

* Daniel Latif



Ertuğrul Ünlüsü

Lycée Français Saint Benoît
Professeur d'éducation physique
ertugrulunlusu@gmail.com

Elections au sein du club de Fenerbahçe

L'événement marquant de ce mois de novembre est, d'après moi, le "fameux" congrès du Fenerbahçe.

L'élection du Président du Club s'est déroulée les 2 et 3 octobre derniers. Le premier jour, les candidats se sont présentés et ont expliqué leurs projets. Le deuxième jour fut celui des élections, auxquelles ont candidaté Mehmet Ali Aydınlar, ancien président de la fédération de football et membre du Fenerbahçe, ainsi qu'Aziz Yıldırım. Le congrès s'est tenu dans la salle de sport Arena du Club, avec un nombre de participants record. Ce fut un congrès de haut niveau. C'est Aziz Yıldırım qui, avec 6 821 voix, a été élu, contre 2 383 voix pour Mehmet Ali Aydınlar. Cette onzième victoire d'Aziz Yıldırım est entrée dans l'histoire du Fenerbahçe. En effet, cela fait quinze ans qu'il préside le Club de Fenerbahçe. En 2015, il comptabilisera dix-sept ans de présidence, battant le record détenu jusqu'à présent par le célèbre président du Club de Beşiktaş, Süleyman Seba. Il semblait presque naturel que Mehmet Ali Aydınlar perde. Et pour cause : lors de la période des matchs truqués, il occupait le plus haut poste du football turc, celui de président de la Fédération. Et Aziz Yıldırım s'en est servi lors de sa campagne. Si bien qu'il rajouta: "S'il le faut, j'irai en prison pour Fenerbahçe". Et il y est entré grâce à ce genre de discours ! D'autant qu'il a été soutenu par les deux-tiers des membres du Congrès.

Durant les quinze années de présidence d'Aziz Yıldırım, le club a adopté une autre identité. Il s'est doté d'un stade moderne de 55 000 personnes, d'une salle de sport moderne de 12 500 personnes et a créé des propriétés en dehors de la ville pour les entraînements

et les camps. Il a également créé le *Fenerium Store* qui s'est exporté par la suite dans d'autres villes. Aucun élément qui puisse rapporter au Club ne lui a échappé. Le club est-il alors devenu une entreprise ? Non. Mais en Turquie aucun club n'a encore franchi ce pas. Pour que le pays connaisse des cas tels que le Barça, le Real Madrid ou



encore le Manchester United, il faudra encore du temps. Beaucoup de temps. Je conclus ce paragraphe en félicitant Aziz Yıldırım.

Pour terminer, un événement important a paralysé l'artère principale d'Istanbul: la fermeture au trafic du pont du Bosphore entre 12h et 16h ce 5

novembre 2013. La raison?

Le mondialement connu Tiger Woods allait frapper un coup depuis le pont du Bosphore, de la côte européenne vers la côte asiatique.

Istanbul est une des villes les plus connues au monde.

Une ville très particulière avec une histoire vieille de 8 000 ans. De nombreuses civilisations ont vu le jour sur ses terres. La ville vit vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Elle ne s'arrête et ne dort jamais. Le trafic ne cesse d'affluer. Si bien que les Stambouliotes ne vivent que dans le trafic. Si seulement le monde pouvait nous connaître autrement que par notre trafic...



114 millions d'euros de bénéfice pour TAV Aéroport



Au cours des neuf premiers mois de l'année 2013, le chiffre d'affaire de TAV Aéroport s'élève à 920 millions d'euros. Cette

année, près de 64 millions de passagers ont bénéficié des services de TAV Aéroport, qui connaît par là-même une augmentation de 19% par rapport à l'année dernière. Sani Şener, PDG de TAV Aéroport, s'exprime ainsi : « Cette annonce précoce des résultats de 2013, un peu avant la fin de l'année, montre que notre entreprise se porte merveilleusement bien d'un point de vue opérationnel et financier. Le nombre de passagers, qui est l'indicateur le plus important pour nous, est en augmentation de 19%. [...] Nous remercions à cette occasion tous les employés et actionnaires de TAV ».

**Bulletin
d'abonnement**

12 numéros
60 € Turquie 30 € France 70 € Europe
Version PDF : 50 €

altinfos@gmail.com

Iran

Si Téhéran a tout d'une ville moderne, Ispahan, dont la silhouette se dresse au milieu du désert tel un mirage, garde par son architecture le souvenir de sa grandeur passée.

Perché sur le toit de Téhéran

Une fois à l'aéroport international Khomeyni, on découvre de multiples façons de suivre une des premières règles du pays, à savoir le port du voile obligatoire. La plupart des femmes le portent un voile non pas serré sur le front mais simplement déposé sur la tête, laissant quelques mèches apparaître, librement.

Face à une capitale tentaculaire avec ses 13 millions d'habitants (recensement 2006), se dresse non pas l'immensité marine mais la majesté des monts Alborz. Les Téhéranais aiment défier leurs flancs, pour une promenade en amoureux traversant de petits villages qui n'ont rien du confort de la ville (voir photo), ou pour une partie de football nocturne sur le « toit de Téhéran ». Face à ces montagnes, la Tour Milad, symbole de modernité érigée en 2007, qui avec 435 mètres de hauteur se place aujourd'hui en septième position mondiale de par sa taille, ne se dresse que modestement.

Sâlâm !

Le persan est une langue qui chante, et dont l'écriture rappelle les inscriptions de l'époque ottomane en Turquie. Mais l'Iran est un grand pays, aux multiples cultures. On estime ainsi à 40% la part de la population ayant l'azéri pour langue maternelle. Par ailleurs, les Iraniens semblent apprécier la musique pop turque ainsi que ses séries télévisées, ce qui explique que certains d'entre eux puissent s'exprimer en turc. Le plus surprenant reste que, comme à l'intention d'éventuels touristes, de nombreuses informations sont disponibles en anglais, des panneaux indicateurs à la monnaie, ce qui peut étonner lorsqu'on sait que les relations de l'Iran avec les Américains étaient jusqu'à présent réduites à néant.

D'une monarchie parlementaire à une République islamique... une révolution ?

C'est au tournant du XX^e siècle que l'Empire perse, affichant quelques signes de fragilité, adopte une Constitution (1906) et convoque sa première Assemblée. Au terme d'une dizaine d'années troublées par des occupations russe et britannique, une Assemblée constituante proclame en 1925 (soit quasi simultanément à la proclamation de la République d'Atatürk) la déchéance de la dynastie Ghâjâr, au pouvoir depuis 1779, ouvrant l'ère Pahlavi, avec le règne de Rezâ Shâh. Téhéran ne compte alors que 500 000 habitants.

D'ambitieuses réformes sont entreprises, comme la création de la Banque nationale, ou encore l'adoption d'un code civil, remettant en cause le système judiciaire iranien et ainsi la position des cléricaux. En 1934, Rezâ Shâh effectue un voyage en Turquie, au retour duquel sont adoptées plusieurs lois sur le vêtement, comme le chapeau pour les hommes, ce qui déclenche de violentes

réactions de la part des instances religieuses. Deux ans plus tard le port du voile par les femmes est strictement interdit en Iran.

Par ailleurs, la souveraineté du pays reste fragile. Plusieurs accords concernant les ressources pétrolières sont passés avec les Britanniques, toujours à l'avantage de ces derniers. En 1941 le pays est envahi au nord par les Soviétiques, au sud par les troupes anglaises. Rezâ Shah abdique en faveur de son fils, Mohammad-Rezâ Shâh, qui régnera jusqu'à la chute du régime en 1979.

Blanc, rouge, vert...

Au début des années 1960 un nouveau vent souffle sur le pays. Le gouvernement s'engage dans un vaste projet de réformes, appelée « révolution blanche », comprenant des mesures phares telles que le droit de vote des femmes, et le retrait de la référence explicite au Coran dans le code électoral. Le climat entre pouvoir politique et clergé se tend, au point de se terminer dans le sang (émeutes du 5 juin 1963).



Les années 1970 ne seront pas plus pacifiques, bien au contraire. Le durcissement du régime se traduit par une sévère répression de divers groupes politiques, l'usage de la torture, et l'instauration d'un parti unique (Rastâkhiz, « renouveau »). En 1978 ont lieu de nombreuses manifestations en soutien à Khomeyni, chef religieux en exil à Paris. Grève générale, démission de Premier ministre, affrontements avec l'armée... le 16 janvier 1979 le chah et sa famille quittent l'Iran pour la Jordanie puis l'Égypte. L'heure de Khomeyni, reconnu comme Guide de la révolution, est venue. Le 11 février (22 bahman) sonne la victoire de la révolution islamique, approuvée par référendum quelques mois plus tard. A savoir que le chiisme a le statut de religion officielle depuis le XVI^e siècle. La décennie suivante sera elle aussi faite de sang et de larmes : en 1980 l'Irak attaque le pays. La guerre durera huit ans. En 1989 s'éteint l'imam Khomeyni, auquel succède l'hojjar oleslâm Ali Khâmena'i.

Après la guerre froide, l'ère glaciale ?

En 2002, la question de l'enrichissement de l'uranium dévoilée, l'Iran entre en négociations difficiles avec l'Occident. En 2005 est élu Mahmud Ahmadinejad, issu des Gardiens de la révolution, qui, outre quelques positions radicales qui contribuent à durcir les relations diplomatiques avec l'Europe et les États-Unis, s'attache à replacer la religion et le clergé au centre de l'échiquier politique. En 2009, sa réélection est contestée, suscitant d'une part des divisions dans les couloirs du pouvoir, et surtout d'immenses manifestations de protestation, violemment réprimées. En juin dernier a été élu dès le premier tour Hasan Rohani, appartenant à la branche plus modérée, dont certains Iraniens espèrent non plus une démarche de confrontation mais d'échange et de négociation. Les premiers échanges avec Barack Obama témoignent à tout le moins d'un changement de ton.



Ispahan, vestige séfévide

Si Téhéran, théâtre des révolutions, a tout d'une ville moderne avec ses gratte-ciels et ses embouteillages, Ispahan, dont la silhouette se dresse au milieu du désert tel un mirage, garde par son architecture le souvenir de sa grandeur passée.

Capitale perse sous les Seldjoukides (XI-XIII^e siècle), puis sous les Séfévides (XV-XVII^e siècle), de ces époques d'apogée politique ont été conservés palais, jardins, ponts (deux gracieux édifices enjambant le Zayandèroud datant du XVII^e siècle), églises (quartier arménien de la Nouvelle-Djolfâ) et surtout le Maydan-i Shah (la place du Roi), place monumentale (512 mètres x 119 mètres), dont l'élément principal, placé sur la face sud, n'est autre que la mosquée du Shah, édifiée par Shah Abbas le Grand entre 1611 et 1628, et achevée sous le règne de son successeur Shah Safi en 1638. Minarets de 46 mètres de haut, coupole aux sept couleurs décorée d'arabesques en carreaux de céramique, iwans (salles de prière dont un côté reste ouvert), cette superbe pièce d'architecture symbolise le pouvoir tant royal que spirituel. Sur la face sud-est de la place se dresse une autre coupole d'un grand raffinement, celle de la mosquée Cheykh-Lotfollah, habillée de céramiques turquoises (voir photo), qui lui valent son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO en 1979. Le grand porche sur la face nord n'est autre que l'entrée principale au bazar dont les échoppes habitent chacune des arcades des bâtiments entourant la place.

Epicentre politique, Ispahan jouait également au XVII^e siècle le rôle de carrefour culturel et commercial, accueillant de nombreux voyageurs européens, introduits notamment par la communauté arménienne de Djolfâ, ou par des ordres religieux catholiques. Attirés par les produits venus des Indes, quelques compagnies marchandes européennes s'installent sur place, retraçant la route de ces biens « exotiques », pour progressivement se les accaparer.

Sans savoir quelle influence ont pu avoir ces échanges commerciaux, à Ispahan on peut se régaler de viande à la cannelle (beryani), de soupe de lentilles et mille autres saveurs (ash), de pot-au-feu à l'aubergine (kashke bademjan), et en dessert goûter le fameux faloodeh ... bref le palais est bien entendu aussi du voyage !

Bien sûr ces mets ne s'accompagnent ni de raki ni de vin, quoique ce dernier soit souvent présent dans les peintures murales des restaurants et autres palais vestiges d'une civilisation perse qui force l'admiration. Ainsi, une fois informés sur les procédures d'obtention du visa, sur les conventions vestimentaires, sur les restrictions en terme d'hébergement (contrat de mariage exigé pour une chambre mixte), sachez chers voyageurs que cette culture souvent méconnue de l'Occident n'attend qu'à être découverte et appréciée.

* Solène Jimenez



Haluk Bilginer : « Au théâtre, la hiérarchie n'existe pas »

Haluk Bilginer est acteur, comédien et co-fondateur avec Zuhale Olcay du théâtre Oyun Atölyesi à Kadıköy. C'est après presque quinze années passées en Angleterre qu'il revient en Turquie et s'y installe définitivement dans les années 1990. Il s'illustre en ce moment avec brio dans *Nehir*, une pièce de théâtre anglaise de Jez Butterworth qui aborde le thème des relations amoureuses avec agilité et sensibilité. Après la représentation, nous avons eu la chance de nous glisser en coulisses pour demander à l'acteur ce qu'il pensait des relations amoureuses, des rapports hommes/femmes, mais aussi pour parler de théâtre et de projets futurs.

Cette pièce a connu un véritable succès en Angleterre et c'est d'ailleurs là où vous l'avez vue la première fois. Qu'est-ce qui vous a attiré dans cette pièce pour décider de la mettre vous-même en scène en Turquie ?

Jez Butterworth est un auteur que j'apprécie beaucoup. La pièce qu'il avait écrite juste avant celle-ci, *Jérusalem*, fut un succès en Angleterre et aux États-Unis. *Nehir* (*The River* en anglais) est sortie lorsque j'étais à Londres, et je me suis dit que je devais absolument la voir. Je l'ai trouvé ingénieusement écrite, et le thème de la pièce, à savoir celui des relations amoureuses, m'intéressait. J'ai alors voulu la jouer en turc et en Turquie. **Votre pièce parle de la relation amoureuse. Vous avez longtemps vécu en Angleterre, et vous vivez aujourd'hui en Turquie. Voyez-vous des différences entre une relation amoureuse "européenne" et une relation amoureuse "turque" ?**

Cela dépend de quoi on parle lorsqu'on parle de relation « turque ». Lorsqu'on parle de la Turquie, on fait référence à peut-être dix cultures différentes. Si on parle d'Istanbul, alors la réponse est non, il n'y a aucune différence. Mais si on parle de villes plus petites, dans les environs de Kayseri, de Diyarbakir, ou d'ailleurs, là il y a des différences. Dans la Turquie plus « traditionnelle », il n'y a pas de relation amoureuse à proprement parler : quelqu'un vous dit d'épouser une personne et vous le faites. Mais dans la Turquie moderne, nous avons les mêmes relations. L'amour, et la manière dont il peut affecter les femmes et les hommes différemment, c'est un problème universel. C'est la même chose partout, j'en suis persuadé. Nous sommes tous des êtres humains, on ressent tous la même chose, même si on réagit avec notre propre culture, nos propres traditions... Mais à la fin, il y a les mêmes sentiments.

Comment voyez-vous l'évolution des

relations hommes/femmes ces trente dernières années ? En Turquie ? En Europe ?

Je ne pense pas qu'elles aient beaucoup changé en Europe. Mais elles ont beaucoup changé en Turquie, elles se sont développées. Les femmes sont désormais plus libres. Sur le papier elles l'ont toujours été, mais dans la pratique ce n'était pas le cas. Elles participent désormais à l'économie et lorsque les femmes participent activement à cet aspect d'une société, l'équilibre change, cela vaut pour tous les pays dans le monde. Cela s'est passé en Angleterre à la fin du XIX^{ème} siècle par exemple. Aujourd'hui, en Turquie, vous ne pouvez rien faire sans le consentement de votre femme. Les hommes pensent qu'ils décident, mais ce n'est pas le cas.

Et au théâtre... Que pouvez-vous nous dire des relations hommes/femmes ?

Il n'y a pas de différences entre un homme et une femme au théâtre, parce que le théâtre est un lieu d'égalité. Sur scène, il faut que tout le monde soit égal, sinon on ne peut pas jouer. Il ne peut pas y avoir de relation hiérarchique dans le théâtre. **Parlons du théâtre en Turquie... Quelle est votre opinion sur le sujet ? Quels sont ses points forts ? Ses faiblesses ?** Les faiblesses du théâtre turc sont les salles de théâtre elles-mêmes. Il n'y en a pas assez en Turquie. Laissez-moi vous donner un exemple, celui de l'Angleterre. Dans ce pays, il y a plus de tickets vendus en un an pour des pièces de théâtre que pour des matchs de football. Il y a donc plus de gens qui vont au théâtre que de spectateurs de match de football. En Turquie, c'est complètement différent. Si aujourd'hui il était question dans ce pays de bannir le théâtre, personne ne s'y opposerait.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuilaturquie.com

* Propos recueillis par Amandine Canistro et Stéphanie Avşar



« 8 secondes qui ont changé le monde » : Bedri Baykam présente sa nouvelle exposition à Pyramid Sanat



C'est à la galerie branchée Pyramid Sanat que Bedri Baykam présente sa nouvelle exposition en ce vendredi 22 novembre 2013, soit cinquante ans après l'assassinat du président américain John Fitzgerald Kennedy, acte qui reste entouré de profonds mystères...

Si l'exposition s'intitule « 8 secondes qui ont changé le monde », il en faut un peu plus au visiteur pour se saisir des messages avant tout politiques que comporte chacune de ses œuvres. Salle comble, projections vidéo, musique entraînante, le vernissage se déroule dans un esprit festif.

Paré d'un chapeau et d'une cravate, l'artiste a des airs de détective privé. Il pourrait pourtant difficilement jouer l'anony-

me au vu de la durée de la séance photos et du nombre de personnes réclamant une signature personnalisée sur l'album présentant l'exposition.

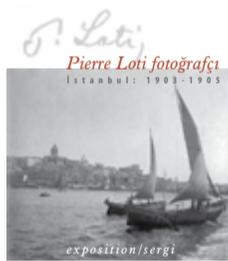
Agé de 6 ans au moment des faits en 1963, le cas de cette affaire criminelle au sommet d'un des États les plus puissants du monde l'a beaucoup intrigué. Aussi, il s'est rendu à Dallas et à la Nouvelle-Orléans à deux reprises pour effectuer son propre travail d'investigation. Le fruit de ses recherches est exposé dans cette exposition sous divers formats (toiles, notamment avec utilisation de lentilles 4D, installations), ainsi que dans un ouvrage qui paraîtra en 2014, et dont le premier chapitre est disponible dans le catalogue de l'exposition.

Bedri Baykam, qui a précédemment présenté des travaux notamment sur la guerre d'indépendance en Turquie, la génération 68, ou encore la révolution à Cuba et Che Guevara, est connu pour ses engagements politiques.

L'exposition « 8 Seconds that Changed the World » est présentée à Pyramid Sanat jusqu'au 5 janvier 2014.

* Solène Jimenez

Agenda culturel de décembre



Lycée français Notre Dame de Sion
Exposition *Pierre Loti photographes* à la galerie du lycée, jusqu'au 14 décembre 2013 (sauf les dimanches) de 11h à 18h.

L'exposition invite à regarder Constantinople à travers les yeux de l'artiste. La photographie permet à Loti de se démarquer du regard exotique. Comme le note Bruno Vercier « La photographie permet à Loti de se débarrasser des... clichés qui, parfois, encombrant ses livres. Ses photos, de ce point de vue, peuvent sembler bien souvent beaucoup plus modernes que certaines pages de ses livres ».



Concert :
Jeudi 5 décembre, 19h30 : Duo Traverso-Clavecin avec Nihan Atalay et Eriko Wakita
Jeudi 12 décembre, 19h30 : Amitié Ensemble

Borusan Kültür Sanat

Lundi 2 décembre, 20h, Süreyya Operasi, à Lütfi Kırdar UKSS : Borusan Quartet

Beethoven Festivali :

Mercredi 18 décembre, 20h00, à Lütfi Kırdar UKSS : Sascha Goetzel (chef) et Christian Tetzlaff (violin)

Jeudi 19 décembre, 20h00, à Lütfi Kırdar UKSS : Sascha Goetzel (chef) et Alexei Volodin (piano)

Vendredi 20 décembre, 20h, à Haliç Kongre Merkezi Sadabad Odyoryumu : Zeynep Tanbay Dans Projesi & Borusan Quartet. Première mondiale.

Samedi 21 décembre, 20h00, à Lütfi Kırdar UKSS : Sascha Goetzel (chef), Salzburg Bach Korosu, Alois Glassner (chef de chorale), Ruth Ziesak (soprano), Daniela Lehner (mezzosoprano), Richard Croft (tenor), David Soar (basse)

Iş Sanat

Jeudi 12 décembre, 20h00 : concert du groupe *Red Priest*



Söz : le nouvel album d'Eylül Duru



Sorti en septembre dernier, le premier album d'Eylül Duru - Söz - aux sonorités blues et jazzy, nous plonge au cœur de la musique folklorique turque. Par son adaptation moderne, rafraîchissante et pleine de musicalité - selon le pianiste Fazıl Say qui a glissé un mot dans la pochette de l'album - l'artiste réussit le pari de réactualiser ces mélodies intemporelles. Rendez-vous sur notre site internet pour lire son interview exclusive.

Lycée Saint Pulcherie

Exposition de photographies *D'un pont à l'autre* d'Emine Akbucak et Tristan Zilberman. Jusqu'au 12 décembre, à la galerie du lycée, Od'A ouvroir d'art



Jeudi 26 décembre, 20h00 : Concert du Nouvel An « La nuit de Strauss » avec les *Vienna Classical Players*

Vendredi 27, 20h00 : Concert du Nouvel An « La nuit de Strauss » avec les *Vienna Classical Players*



« Un concours digne des plus célèbres concours dans le monde »



Du 11 au 17 novembre, se tenait dans l'enceinte du lycée Notre-Dame de Sion, la première édition du Concours International de Piano - Istanbul Orchestra' Sion. Organisé dans le but de promouvoir des pianistes professionnels de niveau international, il accueillait sur 36 candidats sélectionnés, 24 candidats venus de 13 pays différents. La compétition s'est déroulée en trois temps : les éliminatoires, la demi-finale et la finale.

« L'éducation artistique, une priorité essentielle de toute vraie politique éducative »

Depuis une semaine nous avons la joie d'accueillir une délégation composée du Secrétaire Général et de 13 chefs d'établissements d'enseignement bilingue du Maroc. Cette délégation venue à notre rencontre se trouve à Istanbul pour échanger, découvrir, comparer, s'enrichir d'autres approches pédagogiques. Quel lien avec le concours international de piano ? En apparence aucun et pourtant... Notre Dame de Sion reste une institution éducative au charisme fort. Ouverte au monde, elle n'en fini pas de puiser ses sources et sa pensée d'une rive à l'autre de la Méditerranée. Accueillir cette délégation c'est l'occasion de revisiter par les livres le Maroc et son influence. Comment ne pas s'intéresser à la prestigieuse « Karouine », cet important centre religieux, phare de l'enseignement dès le IX^e siècle ? Maimonide, Théologien, philosophe et médecin juif venu de Cordoue, y enseigna durant sept ans vers 1160, avant de partir en Égypte au service de Saladin. Maimonide avait une prière et quelques passages peuvent retenir notre attention « Mon Dieu, remplis mon âme d'amour pour l'Art et pour toutes les créatures », « N'admets pas que la soif du gain et la recherche de la gloire m'influence dans l'exercice de mon Art », « fais que je sois modéré en tout mais insatiable dans mon amour de la science. Éloigne de moi l'idée que je peux tout, donne moi la force, la volonté



et l'occasion d'élargir de plus en plus mes connaissances. Je peux aujourd'hui découvrir dans mon savoir des choses que je ne soupçonnais pas hier, car l'Art est grand mais l'esprit de l'homme pénètre toujours plus avant ». Art et science, deux fondements de l'enseignement qui permettent d'allier littérature et sciences humaines, musique et théâtre, sciences et découvertes au cœur de notre projet pédagogique. L'éducation artistique et culturelle est une priorité essentielle de toute vraie politique éducative. Tout autant que les sciences, les pratiques artistiques avec in fine les pratiques musicales sont constitutives à part entière de la formation de l'esprit. Elles sont au service des acquisitions les plus fondamentales : la maîtrise plus assurée des langages. À Notre Dame de Sion Istanbul, cadre pluriculturel par excellence, il est à la fois essentiel et naturel de développer cette dimension. Depuis plus de 150 ans notre établissement a toujours eu à cœur d'ouvrir au rayonnement de l'esprit sous toutes ses formes en s'affranchissant des limites continentales par la dispersion et l'installation de ses anciens élèves à travers le monde. Dès le début du XX^{ème} siècle, l'école de Sion disposait tout à la fois d'un extraordinaire atelier d'arts graphiques, d'une magnifique bibliothèque et ne dénombrerait pas moins d'une dizaine de pia-

nos d'étude sans compter un très beau piano de concert. Depuis lors, combien d'anciens élèves auront révélé au travers de carrières brillantes leurs talents littéraires, picturaux et musicaux grâce aux études et encouragements prodigués à Notre Dame de Sion ! Aussi, aujourd'hui dans un monde sans vraies frontières, avec des établissements en Europe, aux États-Unis, en Amérique Latine, en Australie, l'idée d'un concours international de piano à Istanbul s'est vite imposée. En effet, de part son histoire, son message et sa mission, le lycée Notre Dame de Sion d'Istanbul aspirait depuis plusieurs années à porter un projet éducatif à rayonnement international par les arts. Le Prix Littéraire NDS, qui chaque année récompense alternativement un écrivain turc et un écrivain francophone publié en Turquie, en constituait la première étape. Dorénavant ce concours international de piano en sera la seconde étape. Proposé tous les deux ans, il servira avant toute chose à valoriser des talents, ainsi que l'activité musicale et artistique déjà très importante de la ville d'Istanbul et profitera aussi, par sa renommée, au réseau des écoles de Sion à travers le monde. Je tiens ici à remercier très sincèrement toutes celles et ceux qui ont œuvré à la réussite de cette première édition et à souligner le très haut niveau des finalistes que nous retrouverons avec plaisir à l'occasion de récitals au fil des saisons 2014 et 2015.

* Yann de Lansalut
Directeur

Compétition

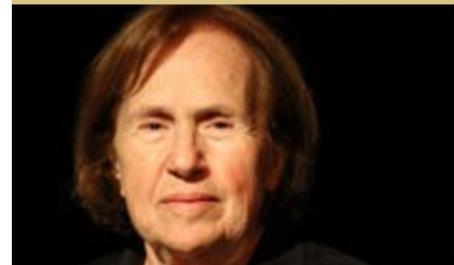


Emmanuelle Beaufile

Secrétaire Générale du Concours elle a coordonné son organisation. Nous l'avons rencontrée, peu après la fin des épreuves, au lycée Notre Dame de Sion.

(lire la suite page IV)

Jury



Ayşegül Sarıca

Membre du jury, la grande pianiste turque souligne le fait que des compositeurs turcs soient mis à l'honneur grâce à ce Concours.

(lire la suite page III)

Evènement



Soirée de gala

Retransmise en direct sur la chaîne TRTHD, la cérémonie de clôture du Concours International de Piano a eu lieu dans la salle de Cemal Reşit Rey, le 17 novembre.

(lire la suite page II)

Concours



Stéphane Blet

Le célèbre pianiste français a présidé la première édition de ce concours qui d'après lui constitue un pont culturel.

(lire la suite page II)

Concours International de Piano - Istanbul Orchestra' Sion



C'était la première fois qu'un tel concours de piano, avec des participants de toutes nationalités, était organisé à Istanbul et en Turquie. Un défi qui semble avoir été relevé avec succès par l'établissement, tant du point de vue de l'organisation de la semaine d'auditions et du gala de remise de prix, que du niveau des pianistes participant. Cela faisait longtemps que M. de Lansalut pensait à lancer une telle compétition qui manquait à la Turquie, pays pourtant doté de nombreux pianistes de talent et porteur d'une riche culture musicale. Le président du jury n'est autre que le célèbre pianiste français Stéphane Blet, qui a déjà participé en tant que membre du jury à plus de 200 concours internationaux, dont plus de 40 comme président du jury. C'est donc Stéphane Blet qui s'est vu confier la lourde tâche d'organiser le nouvel événement, à commencer par la composition d'un jury qu'il devait présider. Celui-ci, à l'image des candidats, comprenait sept personnalités du monde du piano venant d'horizons très différents.

Une collaboration qui semble avoir parfaitement fonctionné selon son président, pour qui l'équipe s'est entendue « merveilleusement bien ». Plus encore, pour Mme Pekinel, l'une des principales forces de ce jury est l'harmonie qui s'y est vite installée et qui a souvent permis d'éviter de longues délibérations.

« Ce qui comptait avant tout pour le jury était la 'personnalité musicale' des candidats »

Une fois le jury constitué, est ensuite venu le temps de la sélection des candidats. Celle-ci s'est simplement effectuée sur la base d'un enregistrement vidéo. L'intérêt de cette méthode est qu'elle a évité de créer une discrimination basée sur le « curriculum vitae » du candidat. Pour être sélectionné, peu importait le nombre de prix récoltés, les noms célèbres des professeurs ou encore les conservatoires suivis ; la participation était ouverte à tous les profils. Sans limite d'âge, les critères de sélection ont également permis à des pianistes d'expérience très diverses de participer ; le plus jeune candidat, un Français, avait tout juste seize ans. Une méthode de sélection laissant leur chance aux musiciens plus âgés car, après tout, comme l'explique le président du jury, tous n'ont pas forcément eu la chance de pouvoir se lancer dans une pratique musicale à haut niveau dans leur jeunesse, faute parfois de moyens financiers. Sur une quarantaine de candidatures reçues, vingt-quatre candidats ont finalement participé aux auditions

du premier tour. Une grande hétérogénéité caractérisait donc cet ensemble de pianistes, non pas de niveau – qui était d'ailleurs « excellent » selon M. Blet – mais de culture, style et esthétique musicale. Les interprétations d'un même morceau pouvaient varier de tout au tout entre deux candidats.

En ce qui concerne les morceaux au programme, une certaine liberté a été laissée aux candidats, afin qu'ils puissent pleinement exprimer leur personnalité musicale, mais aussi pour leur laisser la possibilité de préparer

d'autres concours en même temps. En effet, alors que certains candidats, comme le jeune Polonais Jan Gazdzicki, déclaraient ne choisir qu'un ou deux concours par an, certains de ses adversaires japonais affirmaient les enchaîner à un rythme parfois très soutenu.

En ce qui concerne la récompense destinée aux gagnants, il était prévu que le vainqueur remporte non seulement la somme de 10 000 dollars mais aussi plusieurs propositions de concerts et l'enregistrement d'un CD, pris en

charge par le label « aXes Production » créé par Blet et Samaltanos. Le deuxième prix a remporté 5000 dollars et le troisième prix 2500 dollars. L'objectif derrière ces diverses gratifications est de donner aux gagnants un réel coup de pouce à leur carrière. Comme le dit M. Blet, « avec ce concours, l'avantage c'est que vous gagnez non seulement un prix mais aussi la possibilité de continuer à jouer professionnellement et de vous faire connaître auprès du public ».

Afin d'être le nouveau talent décelé par la compétition et d'avoir cette opportunité de carrière, les candidats ont dû tout miser sur leur interprétation, car ce qui comptait avant tout pour le jury était la « personnalité musicale » des candidats. Pour le président du jury, « la fausse note n'est pas grave en soi car c'est une sonorité que nous recherchons, pas un mécanisme ». Dans une compétition où les candidats ont placé la barre à un niveau de technicité très élevé, la sensibilité des musiciens a donc eu le dernier mot dans la désignation des lauréats.

La musique turque à l'honneur

Le programme des épreuves était dans l'ensemble assez libre, toutefois la seconde épreuve avait la particularité d'intégrer pour tous les candidats l'obligation d'interpréter l'œuvre d'un compositeur turc.

Pour M. Samaltanos, il était important de dédier au moins un morceau à la musique turque, non seulement car la compétition se déroule à Istanbul, mais aussi car ses compositeurs les plus talentueux demeurent souvent inconnus de la plupart des musiciens à l'étranger, soit parce que les professeurs de musique choisissent la facilité en décidant de ne pas enseigner des œuvres de compositeurs qu'ils connaissent peu, soit parce qu'ils n'en ont tout simplement jamais entendu parler. Ce concours est ainsi une manière de les faire jouer, de les faire connaître et de créer, comme le dit le président du jury, un « pont culturel » entre la musique turque et celle des pays d'origine des différents participants, en espérant qu'à l'issue de ce concours ils se feront les ambassadeurs de ces compositeurs à l'étranger.

Un prix « Ulvi Cemal Erkin », nommé en l'honneur de ce compositeur précurseur de la musique turque, a donc été décerné à la meilleure interprétation d'une œuvre contemporaine.

Les membres du Jury



Stéphane Blet (Président du jury)

Pianiste et compositeur virtuose français, Stéphane Blet est considéré comme le fils spirituel

de Vladimir Horowitz et Byron Janis. Il est également l'auteur de plus de cinquante CD et a publié plus de 400 œuvres pour piano, violon et grand orchestre. Parmi celles-ci, on retiendra notamment un cycle d'une douzaine de Rhapsodies Turques pour piano et une Fantaisie Ottomane pour orchestre.



- **Ali Darmar** : pianiste et compositeur turc, dont la Sonate pour piano, les Lieds ainsi que son œuvre intitulée Métamorphose ont été publiés en Allemagne.



- **Dong Jun Kim** : pianiste, claveciniste, chef d'orchestre et critique musical sud-coréen ; également membre de la Presse Musicale Internationale, membre de l'Académie du disque lyrique et correspondant du magazine sud-coréen Piano.



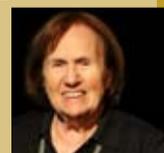
- **Süher Pekinel** : membre, aux côtés de Güher Pekinel (membre du comité d'honneur du concours), du célèbre duo de pianistes turques des sœurs

Pekinel. Elles font partie des plus grandes artistes actuelles et ont donné des concerts avec les meilleurs orchestres du monde, tels que le philharmonique de Vienne, de Berlin, de New York, de Londres...

- **Nikolaos Samaltanos** : pianiste grec associé à la redécouverte de l'œuvre de Nikos Skalkottas « le plus grand des compositeurs Hellènes » ; lauréat du Prix Gerald Moore de l'Académie Française du disque Lyrique



- **Ayşegül Sarıca** : pianiste turque, ancienne soliste de l'Orchestre symphonique présidentiel nommée « artiste d'État ».



- **Franck Ciup** : pianiste passionné par Jean-Sébastien Bach, interprète, compositeur et propriétaire du théâtre Saint Bonnet à Bourges où il invite régulièrement des grands noms du piano



« L'organisation du concours a été avant tout un travail d'équipe »

Emmanuelle Beauflis a coordonné l'organisation du concours de piano. Nous l'avons rencontrée, peu après la fin des épreuves, au lycée Notre Dame de Sion.

Est-ce la première fois que le lycée organise un événement culturel de cette taille ?

On reçoit souvent dans notre salle de spectacle des artistes de grande qualité, dont des musiciens internationalement reconnus. Nous essayons toujours de placer la barre assez haut, quel que soit le type d'événement. Le niveau d'exigence de ce concours n'était donc pas quelque chose de nouveau pour nous. C'est, toutefois, le premier de nos événements qui a été retransmis en direct à la télévision.

Avec l'expérience du lycée dans l'organisation d'événements culturels, a-t-il été facile de mettre en place ce concours ?

Cela fait un an et demi que l'on y travaille. La tâche était très importante et nous nous sommes beaucoup investis. Il y a eu de nombreuses questions à résoudre, qui vont de la correspondance avec les candidats aux aspects prati-



ques, comme par exemple l'organisation des emplois du temps pour les répétitions afin que tous les candidats soient satisfaits.

Ce qui était important pour nous c'était que le concours se passe bien, que les candidats soient bien accueillis et que le jury travaille dans des conditions dignes des meilleurs concours internationaux.

Comment êtes-vous entrés en contact avec les candidats ?

On a tout d'abord bénéficié de l'influence du jury. Ses membres, d'horizons très différents, ont contribué à communiquer sur le concours. Ensuite on s'est abonné à des sites Internet de diffusion spécialisés dans les concours de pianos internationaux. Nous avons également créé notre propre site. Nous avons enfin inscrit le concours sur le site de la Cité de la musique. Pour le reste, nous avons tout simplement écrit à de nombreux



conservatoires un peu partout dans le monde en leur envoyant une brochure et une lettre d'information.

Quels ont été, pour vous, les moments forts de ce concours ?

Pour moi – mais c'est très personnel – je dirais la semaine dans son ensemble. En tant qu'organisatrice, j'ai été très entourée par mes collègues pendant toute la durée des épreuves. J'ai vécu cette semaine comme un vrai soulagement, car cela représentait pour moi des mois et des mois de travail. Le stress des candidats, la tension, leur satisfaction ou leur déception après leur passage... Ça nous a tous émus.

Que faudrait-il changer pour une prochaine édition du concours ?

Il y a évidemment quelques petites choses à améliorer et j'espère que l'on s'en souviendra lorsqu'il sera question de réorganiser une nouvelle édition ; mais nous n'avons pas non plus noté de problème majeur.

Une semaine avec les pianistes du concours

Dimanche 10 novembre, les musiciens sont conviés à un cocktail de bienvenue au lycée Notre-Dame de Sion, leur première occasion de se découvrir. Ils sont pour la plupart très jeunes – moins de trente ans – et proviennent d'horizons géographiques variés : Turquie, France, Italie, Russie, mais aussi Inde ou Japon, au total treize nationalités. Les parcours musicaux des candidats sont, eux aussi, très divers. Jan Gazdzicki, venu tout droit de Pologne, s'adresse à nous avec un grand sourire ; le concours organisé par Notre-Dame de Sion est avant tout une opportunité pour lui de se faire connaître et être propulsé sur le devant de la scène musicale internationale. Selon le jeune Polonais, les perspectives de carrière que promet la victoire à un concours de ce type sont plus intéressantes que la récompense financière promise elle-même. Par ailleurs, « les concours sont une source de motivation pour travailler plus, pour s'améliorer » nous dit-il. « Je participe à un concours par an environ, pour avoir le temps de bien me préparer ».



Si l'anglais sert de langue véhiculaire à cette petite communauté cosmopolite, un nombre non négligeable de pianistes est francophone. Parmi les participants à ce concours, on trouve en effet des élèves ou musiciens de conservatoires de l'Hexagone, comme la Japonaise Madoka Fukami, au français presque impeccable. « Je suis à Paris depuis plus de quatre ans », nous apprend la pianiste du Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse

de Paris (CNSM). La Bulgare Yanica Hristova et l'Italien Giovanni Guastini, eux aussi, échangent avec nous en français, nous encourageant à penser que la francophonie conserve quelque vitalité parmi les jeunes générations férues de musique classique.



Une atmosphère studieuse

Lors des deux premiers tours du concours, les pianistes ont peu l'occasion de se côtoyer. En effet, lorsqu'ils ne font pas écouter au jury leur performance en salle de concert, ils sont occupés à s'entraîner sur l'un des pianos mis à leur disposition par Notre-Dame de Sion. Avant le passage devant le jury, entre deux entraînements, quelques paroles sont parfois discrètement échangées entre les concurrents dans le hall du lycée. Si les relations entre les candidats sont – les premiers jours en tout cas – timides et la pression palpable, la rivalité entre eux ne semble pas générer de tensions. La plupart des concurrents se retrouvent à Istanbul pour la première fois, et effectuent le déplacement seul. D'aucuns viennent de l'autre bout du monde : pas moins de cinq Japonais, en effet, ont fait le voyage depuis leur lointain archipel se frotter à des pianistes européens. L'une des deux musiciennes nipponnes, d'ailleurs, a déclaré forfait avant même d'avoir commencé à jouer, sous l'effet peut-être du stress. Les entraînements et les épreuves – trois pour ceux qui sont allés jusqu'à la finale – s'enchaînent sans répit pour les pianistes, qui doivent conserver un moral d'acier.

Le lycée Notre Dame de Sion a déployé tous les moyens nécessaires pour le confort des candidats : pour Damla, jeune pianiste turque – qui a dû déclarer forfait en raison d'une tendinite – l'organisation du concours était particulièrement bonne, notamment du fait que « les passages des candidats se faisaient toujours à l'heure annoncée » et que « des pianos étaient mis à disposition » pour s'entraîner.

Le temps n'est en effet pas à la fête pour les musiciens ; la découverte des charmes de la métropole turque attendra. Giovanni Guastini, pianiste professionnel italien, nous confie tant qu'il restera en lice, il n'aura « pas le temps pour le tourisme ».



Des niveaux et des styles divers

La nécessité de se préparer avant chaque étape empêche également les candidats d'assister aux performances de leurs adversaires lors de leur passage devant le jury. Les candidats ont pu cependant entendre leurs collègues s'entraîner dans les salles voisines du hall dans lequel ils doivent parfois attendre. Julien Laguerre, qui n'est pas parvenu à être sélectionné pour le second tour, a pu ainsi apprécier la différence de niveau qui – selon lui – le séparait d'autres participants. Le très jeune pianiste français nous dit : « C'est mon premier concours de ce niveau-là, j'y ai participé pour voir à peu près à quel niveau j'étais ». Les participants avaient le choix des morceaux joués ; lui a choisi « des morceaux qui étaient un cran en-dessous » de ceux sélectionnés par les candi-

dates qualifiés pour le second tour. Si aujourd'hui il reconnaît ne pas être à la hauteur, « à vingt ans, je devrais être au niveau ». L'expérience, en tout cas, lui a semblé enrichissante et l'organisation du concours « comme il faut ».



Stéphane Blet, président du jury, a quant à lui noté une hétérogénéité des participants du concours dans le style. Il s'agit pour lui de pianistes « d'écoles différentes, d'esthétiques différentes ». Si la diversité des morceaux joués était prévue par le programme du concours, les choix des compositeurs et leur interprétation témoignaient de personnalités très diverses parmi les candidats. Si certains jouaient de manière sobre, d'autres étaient plus volontiers démonstratifs – cela se traduisant également dans le gestuel des pianistes. La gamme d'expressions et de techniques employées était, de même, particulièrement large. Par exemple : le Turc Güray Başol, lors du second tour du concours, a joué une pièce contemporaine qui lui demandait de stimuler directement les cordes à l'intérieur du piano à queue...

Quel que fut leur style et leur palette d'expressions, tous les participants manifestaient une grande concentration et laissaient deviner une préparation sérieuse. Les mélomanes qui, dans l'ombre de la salle de concert du lycée, ont assisté aux performances des candidats de cette année, ont pu noter que le niveau exigé par le concours de Notre Dame de Sion n'était pas des moindres...

« Grâce à ce type de concours, les compositeurs turcs se font connaître »

Le concours de piano est à présent terminé. Qu'en retiendrez-vous ?

Ce concours international a été particulièrement appréciable pour deux raisons : d'une part, il a permis aux candidats turcs de voir quel était le niveau et la manière de jouer des pianistes des autres pays. D'autre part, il a permis de faire connaître plus largement les compositeurs turcs de musique classique. Globalement, je garderai un très bon souvenir de ce concours, j'espère qu'il sera renouvelé.

Qu'avez-vous pensé de l'organisation de ce concours ?

Ce concours était très bien organisé. Je pense à de nombreux détails. Par exemple, il y avait quinze ou vingt minutes de pause entre les passages des candidats. Durant ces temps d'attente, on avait pensé à mettre à notre disposition du café, des petits gâteaux... Les organisateurs avaient pensé à tout ! J'ai également été très touchée par une chose : j'habite à Moda ; or, le jour de la finale, il y avait

le marathon d'Istanbul et, par conséquent, le trafic était catastrophique. Les organisateurs ont pensé que j'aurais du mal à me déplacer jusqu'au lycée, que je devrais partir à six heures du matin. Ils ont donc très gentiment réservé une chambre d'hôtel pour moi, près de l'établissement. Ce sont de petits détails, mais ils étaient très importants.

Comment avez-vous trouvé le niveau des pianistes participant au concours ?

Très bon. Vraiment, c'était un niveau très élevé. J'ai fait partie de jurys pour des concours en Europe ces dernières années et je peux dire que le concours organisé par Notre Dame Sion fait partie de ceux avec le meilleur niveau. De plus, les écarts d'aptitudes entre les candidats n'étaient pas très importants.



Quel critère privilégiez-vous dans votre évaluation des candidats ? La technique ou bien l'interprétation ?

Les deux : il fallait être bon sur ces deux points. L'expérience également était très importante. Il y avait peut-être des jeunes dont c'était le premier concours, qui n'avaient pas donné beaucoup de concerts avant. Ça se sentait parfois ; on pouvait sentir que certains étaient nerveux, qu'ils ne donnaient pas tout ce qu'ils étaient capables de donner. Mais c'est quelque chose de tout à fait normal.

Selon vous, la musique classique est-elle populaire en Turquie ?

Dans les grandes villes, oui. Et cet engouement ne décline pas tellement. Par ailleurs, il y a des orchestres de grandes

villes qui font des tournées dans toute l'Anatolie, dans des villes qui n'ont pas l'habitude de proposer des concerts de musique classique. Les gens découvrent la musique classique... et ils l'apprécient ! C'est drôle, parce que c'est un genre vraiment différent de notre musique nationale.

Pendant ce concours, des morceaux de compositeurs turcs étaient joués. Est-ce rare d'entendre des compositions turques dans des concours internationaux ?

Saygun est le plus connu des compositeurs turcs et est parfois joué dans des concours internationaux de musique classique, mais cela reste peu fréquent. Cela m'a fait évidemment plaisir que des compositeurs turcs soient, cette fois, mis à l'honneur. C'était une très bonne chose. Grâce à ce type de concours internationaux, les Turcs se font connaître. Il faut que l'on parvienne à être un peu plus connu !

La soirée de gala et la remise de prix

La cérémonie de clôture du Concours International de Piano a eu lieu le 17 novembre dans la salle de Cemal Reşit Rey. La soirée, ouverte au public, a été retransmise en direct sur la chaîne TRT HD. La remise des prix a été ponctuée de cinq petits concerts exécutés par les gagnants du premier Concours International de Piano - Istanbul d'Orchestra'Sion.



C'est dans la vaste salle de concert de Cemal Reşit Rey, dimanche 17 novembre, que se conclut la semaine de concours. Durant la journée, les sept finalistes sont passés devant le jury une dernière fois, pour une durée de trois quarts d'heure. A 19h, sans connaître encore les résultats, ils rejoignent dans le hall Cemal Reşit Rey la foule d'élèves, de parents, de professeurs et d'amateurs de musique venus assister à la remise des prix – et à la performance des pianistes lauréats.

L'orchestre de Notre-Dame de Sion – Orchestra'Sion – dirigé par Dong Jun Kim inaugure la cérémonie avec «Les Suite de St Paul» de Holst. Un documentaire a permis ensuite aux spectateurs et téléspectateurs de découvrir le quotidien du concours.

Le premier prix à avoir été décerné est le Prix Ulvi Cemal Erkin, récompensant la meilleure interprétation d'une composition turque. Le lauréat est le Polonais Jan Gazdizick.

Le troisième prix est décerné à Tomohiro Hatta. Ce Japonais de 27 ans diplômé de l'École Normale de Musique de Paris vit actuellement en France, où il enseigne le piano. Cet habitué des compétitions internationales de piano a déjà remporté le Premier Prix du Concours International de

Piano Maria Campina (Portugal). Le deuxième prix est attribué à la Bulgare Yanica Hristova vivant en Allemagne, qui a déjà obtenu, le Grand Prix-Best Pianist of International Music Festival, en 2004. C'est, enfin, le président du jury Stéphane Blet en personne qui monte sur scène pour annoncer le nom du vainqueur... ou plutôt des vainqueurs, puisque deux pianistes ont été désignés comme premiers ex-æquo : Burak Çebi et Alena Kozlova. Le premier, un jeune Turc de 28 ans originaire d'Izmir, joue et enseigne le piano à Berlin. Il présente ce soir-là au public le Prélude n°10 de Debussy. La seconde heureuse élue, une Ukrainienne de 34 ans, vit à Berne, en Suisse, et participe à des concerts dans toute l'Europe. Elle choisit quant à elle le Prélude n°12 d'Ahmet Adnan Saygun pour clore les performances artistiques de la soirée.

La soirée de gala se poursuit par la remise de plaquettes de remerciements aux membres du jury, du comité d'honneur.

Des représentants des sponsors se sont vus remerciés par la direction du lycée de la même façon : l'Institut Français, aXes, doremusic, TRT (Radio Télévision Turque) et la mairie d'Istanbul. L'ensemble des finalistes est également rappelé sur scène pour recevoir un diplôme.

Dans son discours de clôture, le Président du Jury Stéphane Blet a tenu tout d'abord à exprimer sa joie d'avoir participé à cet événement qui représente un « pont culturel » entre la Turquie et la France. Il poursuit : « J'ai souhaité imposer une œuvre d'un grand compositeur turc pour mieux faire connaître les compositeurs de votre beau pays (Erkin, Reşit Rey, Saygun, Damar, etc...). Des pianistes de premier plan sont venus du monde entier (24 candidats de 13 pays différents) et je suis heureux d'annoncer que cette première édition a été un succès complet. Le niveau général a été exceptionnel et digne des plus importants et célèbres concours dans le monde.

Merci à Yann de Lansalut (directeur de NDS), à Suzan Sevgi (Directrice adjointe de NDS), à Emmanuelle Beaufiles (Secrétaire générale du concours) et mes amis membres du jury qui se sont joints à moi pour cette occasion historique.

Bravo à tous les candidats pour leur talent et leur travail et longue carrière aux vainqueurs de cette première édition. Vive la Turquie et l'amitié entre nos peuples! Merci ! »

Derniers échanges sur la scène

Alors que le public quitte la salle Cemal Reşit Rey, les pianistes et les membres du jury se laissent photographier sur la scène en échangeant dans la bonne humeur de dernières paroles. Les deux gagnants sont, bien sûr, aux anges. « C'est très important pour moi, pour ma carrière » nous affirme Alena Kozlova, dont l'expérience dans le milieu musical n'est pourtant pas courte. Pour elle, malgré ses nombreuses années d'investissement musical, participer à un tel concours de piano international était une opportunité professionnelle majeure. Les retombées positives de cette victoire sont d'autant plus évidentes pour Burak Çebi, de plus de dix ans son cadet. « C'est le fruit d'un travail long et intense ; je me prépare depuis juin » nous confie le jeune Turc, ravi de sa réussite. Sa victoire n'a pas pour autant été aisée : en effet, le niveau des candidats était selon lui « très bon », et les finalistes « semblaient tous du même niveau ». La notoriété que lui procurera ce prix dans le milieu musical et la possibilité d'enregistrer un album augurent un bel avenir pour le jeune homme : « remporter un tel prix est vraiment important pour ma carrière ».

De toute évidence, cette première édition du concours de piano de Notre-Dame de Sion a été une réussite, tant en ce qui concerne les attentes du jury que celles des pianistes qui y ont participé.

